



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 7610

Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la dix-neuvième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement

Date de dépôt : 08-06-2020

Date de l'avis du Conseil d'État : 24-06-2020

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
26-11-2020	Résumé du dossier	Résumé	<u>3</u>
08-06-2020	Déposé	7610/00	<u>5</u>
24-06-2020	Avis du Conseil d'État (24.6.2020)	7610/01	<u>36</u>
29-06-2020	Avis de la Chambre de Commerce (19.6.2020)	7610/02	<u>39</u>
03-07-2020	Rapport de commission(s) : Commission des Finances et du Budget Rapporteur(s) : Monsieur André Bauler	7610/03	<u>42</u>
07-07-2020	Premier vote constitutionnel (Vote Positif) En séance publique n°51 Une demande de dispense du second vote a été introduite	7610	<u>47</u>
10-07-2020	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (10-07-2020) Evacué par dispense du second vote (10-07-2020)	7610/04	<u>49</u>
03-07-2020	Commission des Finances et du Budget Procès verbal (55) de la reunion du 3 juillet 2020	55	<u>52</u>
26-06-2020	Commission des Finances et du Budget Procès verbal (53) de la reunion du 26 juin 2020	53	<u>89</u>
13-07-2020	Publié au Mémorial A n°583 en page 1	7610	<u>93</u>

Résumé

Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la dix-neuvième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver l'engagement financier du Luxembourg dans le cadre la dix-neuvième reconstitution des ressources financières de l'Association internationale de développement (ci-après : « l'AID »).

La contribution du Luxembourg à la dix-neuvième reconstitution des ressources financières de l'AID s'élève à 61 070 00 euros. Elle se fera par l'intermédiaire de l'émission d'un billet à ordre dont l'amortissement est prévu sur la période de 2020 à 2028.

L'AID est l'institution de la Banque Mondiale, qui a pour mission d'aider financièrement les pays les plus pauvres de la planète par le biais de prêts concessionnels et de dons. Elle constitue la source la plus importante de crédits concessionnels pour les pays en voie de développement.

Depuis sa création en 1960, l'AID a fourni des fonds à hauteur de 375 milliards de dollars pour des investissements dans 113 pays. Le soutien apporté aux pays bénéficiaires ne cesse d'augmenter, notamment grâce à la participation de nouveaux bailleurs de fonds, pour atteindre ces trois dernières années un volume annuel moyen d'engagements de 22 milliards de dollars.

Ces fonds sont notamment destinés à financer des programmes dans les domaines de l'éducation, de la santé, des infrastructures, mais aussi de la parité des genres, de la croissance solidaire et de la lutte contre le changement climatique.

L'AID vise ainsi à réduire la pauvreté et les inégalités dans les pays bénéficiaires, à améliorer les conditions de vie des populations et à stimuler la croissance économique.

L'AID jouit du rating triple A de la part des agences de notation lui permettant de proposer des prêts à des taux d'intérêts très faibles ou nuls aux pays bénéficiaires grâce à l'octroi de conditions concessionnelles.

La crise sanitaire et économique engendrée par la pandémie du COVID-19 touche les pays les plus pauvres de manière substantielle et appelle à redéfinir les priorités en matière de soutien aux pays concernés. L'AID a déjà mis en place la *Fast Track COVID-19 Facility* afin de répondre aux urgences liées au secteur de santé.

7610/00

N° 7610

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2019-2020

PROJET DE LOI

**approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à
la dix-neuvième reconstitution des ressources de l'Association
internationale de développement**

* * *

*(Dépôt: le 8.6.2020)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (5.6.2020).....	1
2) Texte du projet de loi.....	2
3) Exposé des motifs	2
4) Commentaire des articles	2
5) Fiche d'évaluation d'impact.....	8
6) Fiche financière	10
7) Résolution No. 244.....	12

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons :

Article unique. – Notre Ministre des Finances est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la dix-neuvième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement.

Palais de Luxembourg, le 5 juin 2020

Le Ministre des Finances

Pierre GRAMEGNA

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Article unique. Le Gouvernement est autorisé à participer à concurrence de 61 070 000 euros à la dix-neuvième reconstitution des ressources financières de l'Association internationale de développement, conformément à la résolution n° 244 adoptée le 31 mars 2020 par le Conseil des gouverneurs de l'Association internationale de développement.

*

EXPOSE DES MOTIFS

Régulièrement le Gouvernement soumet à la Chambre des Députés des projets de lois destinés à faire face aux obligations résultant de l'appartenance du Luxembourg à diverses institutions financières internationales. Le présent projet a pour objet d'actualiser les engagements du Luxembourg auprès de l'Association internationale de développement (AID).

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article unique. Dix-neuvième reconstitution des ressources financières de l'Association internationale de développement (AID)

L'Association internationale de développement est l'institution de la Banque mondiale qui aide les 76 pays les plus pauvres de la planète dont 39 se trouvent en Afrique. Fondée en 1960, l'AID vise à réduire la pauvreté en accordant des prêts (appelés « crédits ») et des dons destinés à des programmes de nature à stimuler la croissance économique, à réduire les inégalités et à améliorer la vie des plus démunis.

L'AID représente la plus importante source de contributions des donateurs aux services sociaux de base dans ces pays. L'AID prête des fonds à des conditions concessionnelles. Cela signifie que les crédits de l'AID portent un intérêt très faible ou nul. Les bénéficiaires ayant un risque élevé de surendettement reçoivent 100 % de leur assistance financière sous la forme de dons, tandis que ceux ayant un risque moyen de surendettement n'en reçoivent que 50 % sous cette forme. D'autres bénéficiaires reçoivent des crédits aux conditions habituelles ou à des conditions mixtes, assortis d'une échéance de 38 ans et de 30 ans respectivement. Outre les prêts concessionnels et les dons, l'AID apporte des allègements de dette substantiels dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (Initiative PPTE) et de l'initiative pour l'allègement de la dette multilatérale (IADM).

Depuis 1960, l'AID a ainsi fourni 375 milliards de dollars pour des investissements dans 113 pays. Le volume annuel de ses engagements ne cesse de croître et a atteint 22 milliards de dollars par an en moyenne au cours des trois dernières années.

L'AID soutient toutes sortes d'activités de développement, comme l'enseignement primaire, les services de santé de base, l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement, la protection de l'environnement, l'agriculture, l'amélioration du climat des affaires, l'infrastructure et les réformes institutionnelles. Ces projets ouvrent la voie vers l'égalité, la croissance économique, la création d'emplois, le relèvement des revenus et l'amélioration des conditions de vie.

Pour les partenaires bailleurs de fonds, l'AID constitue un instrument efficace pour canaliser l'aide au développement vers les pays les plus pauvres. Les contributions des donateurs étant mises en commun avec les remboursements des bénéficiaires actuels ou passés des crédits de l'AID, l'Association constitue une source de financement substantielle et stable sur laquelle les pays AID peuvent compter pour financer leurs priorités de développement.

Les activités opérationnelles de l'AID sont complétées par des études analytiques qui informent la conception des politiques de réduction de la pauvreté. L'AID conseille les gouvernements sur les moyens à mettre en œuvre pour diversifier la croissance économique et protéger les plus démunis des chocs économiques.

L'AID coordonne l'aide des bailleurs de fonds pour alléger le fardeau des pays pauvres qui ne sont pas en mesure d'assurer le service de leur dette. Elle a mis au point une formule d'allocation de dons

aux pays menacés de surendettement, conçue pour aider ces derniers à revenir à un niveau d'endettement tolérable.

L'impact de son action sur le développement constitue une priorité pour l'AID, considérée comme une plateforme qui permet d'obtenir des résultats dans la transparence et d'une manière efficace par rapport au coût. Par exemple, durant la période couverte par les exercices 2011-19, les financements de l'AID ont permis de vacciner 330 millions d'enfants, de fournir à 96,5 millions de personnes un accès à des services d'approvisionnement en eau de meilleure qualité, et de recruter et/ou de former 14 millions d'enseignants.

L'AID joue par ailleurs un rôle essentiel en cas de crise ou de situation d'urgence en intervenant par le biais de mécanismes tels que le Guichet spécial de financement de riposte aux crises (CRW). Le CRW apporte une aide aux pays confrontés à des crises graves comme la famine en Afrique de l'Est et au Yémen, le tremblement de terre de 2010 en Haïti, l'épidémie d'Ébola en Afrique de l'Ouest, et le séisme de 2015 au Népal. Depuis sa création dans le cadre d'AID-16, le CRW a fourni 3 milliards de dollars pour faire face à des crises et à des situations d'urgence dans 26 pays AID répartis dans cinq régions. Les fonds du CRW sont fournis en sus de l'allocation ordinairement versée aux pays AID.

Les pays les plus pauvres du monde – les clients de l'AID – sont particulièrement touchés par la crise sanitaire et économique déclenchée par la pandémie du COVID-19. L'AID est bien placée pour répondre rapidement et de manière flexible aux besoins changeants des pays AID alors qu'ils font face aux impacts sanitaires, sociaux et économiques de la pandémie. Ainsi l'AID a déjà fait un effort substantiel, après consultation des représentants des emprunteurs et des bailleurs de fonds, pour répondre aux urgences liées au secteur de la santé grâce à la mise en place de la Fast Track COVID-19 Facility. Compte tenu de la nature évolutive de la crise, les ajustements qui s'imposent (par exemple une redéfinition des priorités, une restructuration du portefeuille, une flexibilisation de l'allocation des ressources) seront faits pour permettre des soutiens supplémentaires et accélérés à la réponse économique et sociale à la pandémie COVID-19. Une attention particulière sera accordée aux pays et populations (par exemple les réfugiés) confrontés à des vulnérabilités uniques.

*

Pour la période comprise entre le 1^{er} juillet 2020 et le 30 juin 2023 (AID-19), les représentants des emprunteurs et des bailleurs de fonds de l'AID ont choisi comme thème central « 2030 dans dix ans : croissance, populations, résilience ».

La *croissance* permet de réduire la pauvreté, mais doit être à la fois solidaire et durable pour être largement répartie et avoir des effets de longue durée. Dans de nombreux pays AID, le revenu augmente plus lentement parmi les 40 % les plus pauvres de la population que la moyenne nationale, ce qui menace la cohésion sociale et la stabilité, et pourrait semer les germes de la fragilité, du conflit et de la violence (FCV).

La *population* est une thématique tout aussi importante, car le capital humain est essentiel à une croissance économique solidaire, au bien-être, à la résilience et à la réduction de la pauvreté. Les pays AID doivent donc impérativement accélérer la formation du capital humain pour pouvoir soutenir la concurrence dans l'économie du futur. Par ailleurs, la réduction de la pauvreté et des vulnérabilités exige d'aider les pays IDA à renforcer leur *résilience*.

En effet, les pays se développent plus rapidement lorsqu'ils peuvent éviter les chocs et/ou être préparés à y faire face, le cas échéant. S'attaquer aux causes de FCV, renforcer les institutions en vue d'améliorer la prestation de services, assurer l'inclusion et promouvoir la responsabilité sont des actions fondamentales pour des économies résilientes.

AID-19 exploitera les résultats robustes et porteurs de transformation d'AID-18, notamment les progrès accomplis sous les cinq thèmes particuliers qui sont: emploi et transformation économique (JET); fragilité, conflit et violence; changement climatique; parité hommes-femmes et développement; et gouvernance et institutions. Tout au long d'AID-19, l'Association poursuivra son travail dans les domaines déjà ciblés pendant AID-18 tout en intégrant les enseignements tirés de la mise en œuvre d'AID-18 pour améliorer ses résultats.

Le train de mesures adopté pour AID-19 comprend un ensemble d'engagements stratégiques qui aideront les pays à accélérer les progrès accomplis sur ces thèmes particuliers essentiels. Le train de mesures d'AID-19 va davantage élargir le champ d'action de l'Association en intégrant quatre ques-

tions transversales: la dette, la technologie, l'investissement dans les ressources humaines et l'inclusion des personnes handicapées.

En l'absence d'une action décisive, l'aggravation de la vulnérabilité à la *dette* risque de compromettre les perspectives de développement futures et les ambitions de nombreux pays AID, d'où la nécessité d'y porter une attention particulière. La *technologie* transforme la nature du travail, bouleverse les modes de fonctionnement traditionnels et génère de nouveaux défis et de nouvelles opportunités. C'est la raison pour laquelle pendant AID-19, l'Association va aider les pays à se créer des opportunités et à adopter des technologies porteuses de transformations. *L'investissement dans les ressources humaines* – y compris dans les *personnes handicapées* qui sont souvent touchées de manière disproportionnée par la pauvreté, les catastrophes naturelles, les conflits et la violence – est essentiel pour assurer une prospérité partagée et au centre de l'action de l'AID. Pendant AID-19, l'Association redoublera d'efforts pour élargir les possibilités de manière équitable aux personnes vivant avec un handicap.

*

AID-19 propose un train de mesures complet et sans précédent pour soutenir les actions de développement dans les pays les plus pauvres et les plus vulnérables de la planète. Entre autres éléments clefs de ce train de mesures, on peut citer :

Un ambitieux programme pour l'emploi. Dans le cadre d'AID-19, l'IDA va aider les pays à poursuivre une approche globale et équilibrée de transformation économique durable et solidaire. Elle va faciliter des investissements privés créateurs d'emplois, notamment dans des *infrastructures accessibles et de qualité*, qui sont essentiels à la réduction de la pauvreté et la promotion d'une croissance solidaire. Elle va aussi contribuer à offrir un plus grand nombre de possibilités aux travailleurs et aux entrepreneurs, à renforcer leurs capacités et à faciliter l'accès à l'emploi. Par ailleurs, AID-19 sera l'occasion de contribuer à atténuer les facteurs qui motivent les *migrations* économiques en donnant une plus grande place aux questions de migration dans les programmes d'aide de l'AID aux pays. À travers le Guichet de promotion du secteur privé (PSW), IFC et la MIGA vont intensifier leurs opérations et mobiliser davantage d'investissements privés dans les pays AID.

Une approche équitable et fondée sur des incitations pour aider les pays à renforcer la viabilité de leur dette. La future Politique de financement durable du développement (SDFP) devrait accroître la capacité des pays AID à remédier aux facteurs de vulnérabilité liés à leur dette et les aider à financer leurs efforts de développement à l'aide de solutions durables. À cet égard, il sera particulièrement important de permettre à ces pays de renforcer leur communication sur la dette afin d'en améliorer la transparence et de rendre les autorités publiques plus responsables. Durant AID-19, l'Association consacrera davantage de moyens aux questions de la gestion de la dette, de la transparence en matière de dette et de la sensibilisation des créanciers, en travaillant avec le Fonds monétaire international (FMI) et d'autres banques multilatérales de développement.

Un appui accru et plus ciblé aux pays en situation de fragilité et de conflit (FCV). A l'aide de la nouvelle Enveloppe FCV, des ressources plus importantes – et plus ciblées – seront allouées à des pays confrontés à un éventail de risques FCV, et assorties de fortes incitations et de conditions d'imputabilité strictes pour les aider à s'attaquer aux causes de FCV. Cette enveloppe permettra à l'AID de mieux différencier son approche face aux risques de fragilité, en portant une plus grande attention à des facteurs tels que l'augmentation des inégalités, l'absence d'opportunités, l'exclusion et les perceptions d'injustice. S'agissant de l'objectif de réorientation des interventions vers la prévention, AID-19 va aussi permettre de déployer davantage d'efforts pour faire face aux facteurs régionaux de fragilité dans le cadre des programmes régionaux, notamment dans le Sahel, la région du lac Tchad et la Corne de l'Afrique.

La promotion de l'intégration régionale. À travers son Guichet régional, l'AID va appuyer des investissements stratégiques et des réformes qui favorisent l'intégration régionale, notamment dans les domaines des infrastructures en vue d'améliorer la connectivité, de l'électricité, du commerce et de l'économie numérique. Le cadre d'AID-19 prévoit aussi d'aborder des questions qui touchent aux biens publics mondiaux, comme la réduction de la pollution de l'air et de l'eau – y compris les déchets marins – et la création d'opportunités de développement pour les réfugiés et leurs communautés d'accueil.

Une attention plus grande portée à la préparation aux crises et à une intervention précoce dans des situations à évolution lente. Les engagements stratégiques pris dans le cadre d'AID-19 favoriseront

le renforcement des actions à l'appui de résilience, notamment la préparation aux pandémies et la réduction des risques que présentent les chocs climatiques pour la réduction de la pauvreté et le développement du capital humain. C'est ainsi que le Mécanisme de réponse aux crises (CRW) va financer les interventions précoces face aux crises à évolution lente.

Compte tenu des problèmes de développement singulier auxquels sont confrontées les économies de plus petite taille, l'AID continuera à aider les petits États à réaliser leurs objectifs de développement durant AID-19. S'appuyant sur l'augmentation substantielle des ressources allouées aux petits États au titre d'AID-18, l'Association continuera à soutenir fortement ces États et à mettre l'accent sur la réalisation des économies d'échelle, l'harmonisation des politiques, le renforcement des moyens de préparation aux crises et de la résilience, et l'adaptation aux effets du changement climatique pendant AID-19. En outre, les petits États bénéficieront grandement de l'augmentation des ressources du Guichet régional destinées au financement des efforts d'intégration régionale, ce qui peut contribuer à élargir les marchés et à réaliser des économies d'échelle.

*

L'AID est supervisée par ses 173 pays actionnaires, qui composent le Conseil des Gouverneurs. Les activités quotidiennes de développement de l'AID sont administrées par le personnel opérationnel de la Banque mondiale, et par les États et les organes d'exécution dans les pays participant aux programmes.

L'AID a toujours été principalement financée par les contributions des États membres. Les donateurs se réunissent tous les trois ans pour reconstituer les ressources de l'AID et examiner son cadre d'action. La procédure de reconstitution des ressources consiste habituellement en quatre conférences officielles qui se déroulent sur une année. Outre les représentants des États bailleurs de fonds, à présent plus d'une cinquantaine, des représentants des pays membres emprunteurs sont invités à y participer afin d'assurer que les cadres d'action et de financement de l'AID répondent bien aux besoins des pays.

Les documents d'orientation examinés durant les négociations de reconstitution sont communiqués au public, et le projet d'accord de reconstitution est publié sur internet pour inviter le public à faire part de ses commentaires avant la dernière conférence. Le personnel de l'AID dialogue aussi en permanence avec des organisations de la société civile (OSC), des fondations et des groupes de réflexion du monde entier.

La reconstitution la plus récente des ressources de l'AID (AID-19) a été conclue en mars 2020 et a permis de mobiliser un montant de 82 milliards de dollars (contre 75 milliards de dollars pour AID-18, ce qui représente une augmentation de 3% en valeur réelle des ressources que l'AID met à disposition de ses clients).

Les emprunteurs de l'AID ont d'énormes besoins de financement concessionnel. Or le montant des fonds disponibles, qui est fixé après l'annonce par les États bailleurs de fonds du montant de leurs contributions, ne permet pas de couvrir la totalité de ces besoins. L'AID doit donc décider de la manière dont les ressources limitées dont elle dispose seront réparties entre les pays admissibles. Les décisions d'allocation sont fondées sur plusieurs critères, notamment les niveaux de revenu des pays et leurs antécédents dans la gestion de leur économie et des projets de l'AID en cours de réalisation. Pour être admissible aux ressources de l'IDA, un pays doit tout d'abord satisfaire aux conditions suivantes : a) afficher une pauvreté relative, à savoir un revenu national brut (RNB) par habitant inférieur à un seuil établi et actualisé chaque année, soit 1 175 dollars pour l'exercice 20, b) présenter une cote de crédit ne lui permettant pas d'emprunter aux conditions du marché, et donc avoir besoin de ressources concessionnelles pour financer son programme de développement.

Les pays sont ensuite évalués pour déterminer dans quelle mesure ils mettent en œuvre des politiques qui favorisent la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Il s'agit de l'Évaluation de la politique et des institutions nationales (CPIA). Cette évaluation et les résultats du portefeuille de projets du pays constituent ensemble la notation AID de la performance du pays. Outre cette notation, la population et le revenu par habitant déterminent également le montant de l'allocation.

Depuis 2002, l'AID mesure l'impact de son action sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté des pays qui bénéficient de son aide, et elle tient les donateurs informés de l'efficacité de leurs contributions. Le système de mesure des résultats (RMS) est l'outil qui permet de présenter les résultats agrégés de l'ensemble des pays AID. Il montre également si l'AID gère efficacement ses interventions et ses services et fonctionne de manière efficiente. Le cadre du RMS regroupe les indi-

cateurs en quatre sous-ensembles. Les deux premiers sous-ensembles (progrès des pays AID et résultats de développement appuyés par l'AID) enregistrent les résultats globaux de développement du pays et la contribution de l'AID à ces résultats. Les deux autres (efficacité opérationnelle de l'AID et efficacité organisationnelle de l'AID) comparent les composantes des résultats avec les normes de résultats convenues.

L'AID a obtenu une notation de crédit AAA, essentielle à la réussite durable de la mise en œuvre du programme de mobilisation de ressources et d'accès au marché, témoignant de la solidité exceptionnelle des fonds propres et de la position financière de l'AID, du soutien de ses pays membres.

Depuis AID-18, le cadre de financement de l'AID a été transformé par l'introduction d'un accès au marché des capitaux, une des propositions les plus concrètes et les plus marquantes à ce jour du Programme d'action d'Addis-Abeba. Elle contribue à assurer le déroulement du programme de changement d'échelle des financements du « milliard au millier de milliards » nécessaire pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD). Cette innovation permet aussi aux donateurs de considérablement optimiser leurs ressources, chaque euro contribué ayant pour contrepartie un montant de ressources internes et d'emprunts à peu près similaire, générant donc des financements à hauteur d'environ trois euros.

*

Depuis sa création, l'AID s'est vue octroyer une contribution cumulative du Luxembourg de l'ordre de 405 millions dollars. Eu égard au rôle central de l'AID ainsi que de la reconstitution de ses ressources s'inscrivant dans un contexte d'ambitions mondiales accrues et d'intensification des risques, son importance cruciale en tant que plate-forme de l'aide au développement mondial est indéniable. C'est la raison pour laquelle le Luxembourg a annoncé qu'il contribuera 61,07 millions euros à la dix-neuvième reconstitution de l'AID, laquelle accroît sa part de 5 millions d'euros et la maintient à 0,21% de l'enveloppe globale de l'AID.

Cette contribution traduit la confiance du Gouvernement dans la capacité de l'AID et du groupe Banque mondiale de fournir une aide efficace, rapide et adapté aux besoins des pays les plus pauvres. Elle confirme également la volonté du Luxembourg de continuer à soutenir de manière vigoureuse les programmes d'aide des institutions multilatérales de développement. Elle illustre la conviction du Gouvernement que l'aide multilatérale est un instrument efficace et efficient de l'aide au développement. En effet, les organisations multilatérales exhibent souvent des connaissances plus approfondies et une expérience plus poussée que les pays donateurs pris individuellement. Elles permettent la réalisation d'économies d'échelle, offrent un vaste potentiel de synergies, évitent, par cela, le double emploi et poussent à la coordination. Il en résulte des processus moins onéreux et plus structurés. Finalement, le multilatéral est traditionnellement délié. Par conséquent il facilite aux pays en développement l'appropriation des stratégies et programmes de lutte contre la pauvreté.

La contribution du Luxembourg s'opère par l'émission d'une « promissory note » de 61 070 000 euros dont l'amortissement est prévu d'après l'échéancier suivant :

<i>Année</i>	<i>Montant en EUR</i>	<i>Pourcentage d'encaissement</i>
2020	1 893 170 €	3,1%
2021	4 702 390 €	7,7%
2022	8 244 450 €	13,5%
2023	9 526 920 €	15,6%
2024	9 649 060 €	15,8%
2025	8 671 940 €	14,2%
2026	7 694 820 €	12,6%
2027	6 229 140 €	10,2%
2028	4 458 110 €	7,3%
	61 070 000 €	100,0%

Les contributions antérieures du Luxembourg à l'AID se résument comme suit :

<i>Année</i>	<i>Date de la loi</i>	<i>Montant (millions)</i>	<i>Suppléments (millions)</i>	<i>Total (millions)</i>
Souscription initiale +	3 février 1964	0,38 USD	/	0,75 USD
IDA-1		0,37 USD		
IDA- 2	26 mai 1967	0,60 USD	/	0,60 USD
IDA-3	30 mai 1972	1,20 USD	/	1,20 USD
IDA-4	24 mars 1975	2,25 USD	/	2,25 USD
IDA-5	31 décembre 1976	3,60 USD	/	3,60 USD
IDA-6	8 novembre 1980	6,00 USD	0,50 USD	6,50 USD
IDA-7	27 février 1987	4,50 USD	/	4,50 USD
IDA-8	15 novembre 1988	5,75 USD	/	5,75 USD
IDA-9	27 février 1991	5,85 DTS	/	5,85 DTS
IDA-10	24 février 1994	6,50 DTS	0,50 DTS	7,00 DTS
IDA-11	14 mai 1997	8,05 DTS	0,95 DTS	9,00 DTS
IDA-12	9 juin 1999	8,64 DTS	/	8,64 DTS
IDA-13	10 novembre 2003	14,38 EUR	/	14,38 EUR
IDA-14	30 mars 2006	28,83 EUR	/	28,83 EUR
IDA-15	19 décembre 2008	40,27 EUR	/	40,27 EUR
IDA-16	26 mars 2012	48,95 EUR	0,74 EUR	49,69 EUR
IDA-17	15 novembre 2015	50,40 EUR	/	50,40 EUR
IDA-18	6 juin 2018	56,45 EUR	/	56,45 EUR

*

FICHE D’EVALUATION D’IMPACT

Coordonnées du projet

Intitulé du projet :	Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la dix-neuvième reconstitution des ressources de l’Association internationale de développement
Ministère initiateur :	Ministère des Finances
Auteur(s) :	Arsène Jacoby / Miguel Marques
Téléphone :	2478 2709 / 2478 2621
Courriel :	arsene.jacoby@fi.etat.lu / miguel.marques@fi.etat.lu
Objectif(s) du projet :	Le projet de loi a pour objet d’autoriser le gouvernement luxembourgeois à participer à la reconstitution des ressources financières de l’Association internationale de développement
Autre(s) Ministère(s)/Organisme(s)/Commune(s)impliqué(e)(s) :	Aucun
Date :	1.5.2020

Mieux légiférer

1. Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens, ...) consultée(s) : Oui Non
 Si oui, laquelle/lesquelles :
 Remarques/Observations :

2. Destinataires du projet :
 - Entreprises/Professions libérales : Oui Non
 - Citoyens : Oui Non
 - Administrations : Oui Non

3. Le principe « Think small first » est-il respecté ? Oui Non N.a.¹
 (c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l’entreprise et/ou son secteur d’activité ?)
 Remarques/Observations :

4. Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ? Oui Non
 Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d’une façon régulière ? Oui Non
 Remarques/Observations :

5. Le projet a-t-il saisi l’opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d’autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ? Oui Non
 Remarques/Observations :

¹ N.a. : non applicable.

6. Le projet contient-il une charge administrative² pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?) Oui Non
- Si oui, quel est le coût administratif³ approximatif total ? (nombre de destinataires x coût administratif par destinataire)
7. a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ? Oui Non N.a.
- Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?
- b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel⁴ ? Oui Non N.a.
- Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?
8. Le projet prévoit-il :
- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ? Oui Non N.a.
 - des délais de réponse à respecter par l'administration ? Oui Non N.a.
 - le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ? Oui Non N.a.
9. Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p.ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ? Oui Non N.a.
- Si oui, laquelle :
10. En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ? Oui Non N.a.
- Sinon, pourquoi ?
11. Le projet contribue-t-il en général à une :
- a) simplification administrative, et/ou à une Oui Non
 - b) amélioration de la qualité réglementaire ? Oui Non
- Remarques/Observations :
12. Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ? Oui Non N.a.
13. Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office) ? Oui Non
- Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?

2 Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en oeuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

3 Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple: taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

4 Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (www.cnpd.lu)

14. Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ? Oui Non N.a.
 Si oui, lequel ?
 Remarques/Observations :

Egalité des chances

15. Le projet est-il :
- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
 - positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
- Si oui, expliquez de quelle manière :
- neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
- Si oui, expliquez pourquoi : Il s'agit d'une opération purement financière.
- négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
- Si oui, expliquez de quelle manière :
16. Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? Oui Non N.a.
 Si oui, expliquez de quelle manière :

Directive « services »

17. Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation⁵ ? Oui Non N.a.
 Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :
www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html
18. Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers⁶ ? Oui Non N.a.
 Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :
www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

*

FICHE FINANCIERE

(Art. 79 de la loi du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État)

Le projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la dix-neuvième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement impliquera l'émission en 2020 d'une promissory note d'un montant de EUR 61 070 000.

⁵ Article 15, paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p. 10-11)

⁶ Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p. 10-11)

Le tirage de la promissory note est prévu d'après l'échéancier suivant :

<i>Année</i>	<i>Montant en EUR</i>	<i>Pourcentage d'encaissement</i>
2020	1 893 170 €	3,1%
2021	4 702 390 €	7,7%
2022	8 244 450 €	13,5%
2023	9 526 920 €	15,6%
2024	9 649 060 €	15,8%
2025	8 671 940 €	14,2%
2026	7 694 820 €	12,6%
2027	6 229 140 €	10,2%
2028	4 458 110 €	7,3%
	61 070 000 €	100,0%

*

Resolution No. 244**Additions to Resources: Nineteenth Replenishment****WHEREAS:**

(A) The Executive Directors of the International Development Association (the “Association”) have considered the prospective financial requirements of the Association and have concluded that it is desirable to authorize a replenishment of the resources of the Association for new financing commitments for the period from July 1, 2020 to June 30, 2023 (the “Nineteenth Replenishment”) in the amounts and on the basis set out in the report of the IDA Deputies, “Additions to Resources: Nineteenth Replenishment,” (the “Report”), approved by the Executive Directors on February 11, 2020, and submitted to the Board of Governors;

(B) The members of the Association consider that an increase in the resources of the Association is required and intend to take all necessary governmental and legislative action to authorize and approve the allocation of additional resources to the Association in the amounts and on the conditions set out in this Resolution;

(C) Members of the Association that contribute resources to the Association in addition to their subscriptions as part of the Nineteenth Replenishment (“Contributing Members”) are to make available their contributions pursuant to the Articles of Agreement of the Association (the “Articles”) partly in the form of subscriptions carrying voting rights and partly as supplementary resources in the form of contributions not carrying voting rights;

(D) Additional subscriptions are to be authorized for Contributing Members in this Resolution on the basis of their agreement with respect to their preemptive rights under Article III, Section 1(c) of the Articles, and provision is made for the other members of the Association (“Subscribing Members”) intending to exercise their rights pursuant to that provision to do so;

(E) It is desirable to provide for a portion of resources to be contributed by members to be paid to the Association as advance contributions;

(F) Additional subscriptions and contributions are to be authorized for Contributing Members to provide compensation for the Association’s debt forgiveness commitments under the HIPC Debt Initiative; and to reflect the grant element of concessional loans made by Contributing Members to the Association;

(G) The Executive Directors of the Association have authorized the borrowing of concessional loans from Contributing Members (each a “Concessional Partner Loan”) (CPL) in the currencies and on the terms and conditions as approved by the Executive Directors and it is intended that the grant element of the CPLs will form part of the Contributing Member’s subscriptions and contributions hereunder;

(H) It is desirable to authorize the Association to provide financing in the form of grants, guarantees, equity investments, and the intermediation of risk management products in addition to loans; and

(I) It is desirable to administer any remaining funds from the replenishment authorized by Resolution No. 239 of the Board of Governors of the Association (the “Eighteenth Replenishment”) as part of the Nineteenth Replenishment.

NOW THEREFORE THE BOARD OF GOVERNORS HEREBY ACCEPTS the Report as approved by the Executive Directors, **NOTES** its conclusions and recommendations **AND RESOLVES THAT** a general increase in subscriptions of the Association is authorized on the following terms and conditions:

1. **Authorization of Subscriptions and Contributions.**

- (a) The Association is authorized to accept additional resources from each Contributing Member in the amounts and in the currencies specified for each such member in Columns 5, 6, 7, 9, and 11 of Table 1a-SDR attached to this Resolution, and each such amount will be divided into a subscription carrying voting rights and a contribution not carrying voting rights as specified in Table 2 attached to this Resolution.
 - (i) As part of the resources described in paragraph 1(a) above, the Association is authorized to accept additional subscriptions and contributions from Contributing Members to compensate the Association for the Association’s debt forgiveness commitments under the HIPC Debt Initiative in the amounts and as specified in Column 9 of Table 1a-SDR attached to this Resolution.
 - (ii) As part of the resources described in paragraph 1(a) above, the Association is authorized to accept additional subscriptions and contributions from Contributing Members to finance arrears clearance operations in the amount and as specified in Column 11 of Table 1a-SDR attached to this Resolution.
 - (iii) As part of the resources described in paragraph 1(a) above, the Association is authorized to accept additional subscriptions and contributions from Contributing Members reflecting the grant element of a CPL in the amounts and currencies specified in Column 6 of Table 1a-SDR attached to this Resolution.
- (b) The Association is authorized to accept additional resources from any member for which no contribution is specified in Table 2 and additional subscriptions and contributions from Contributing Members incremental to the amounts specified for each such member in Tables 1a and 1b.
- (c) The Association is authorized to accept additional subscriptions from each Subscribing Member in the amount specified for each such member in Table 2.
- (d) The rights and obligations of the Association and the Contributing Members in respect of the authorized subscriptions and contributions in paragraphs (a) and (b) above will be the same (except as otherwise provided in this Resolution) as those applicable to the ninety percent portion of the initial subscriptions of original members payable under Article II, Section 2(d) of the Articles of Agreement (the “Articles”) by members listed in Part I of Schedule A of the Articles.

2. **Agreement to Pay.**

- (a) When a Contributing Member agrees to pay its subscription and contribution, or a Subscribing Member agrees to pay its subscription, it will deposit with the Association an Instrument of Commitment substantially in the form set out in Attachment I to this Resolution (“Instrument of Commitment”) and with respect to:
 - (i) its contribution for debt forgiveness under the HIPC Debt Initiative, a Contributing Member will either include such contribution in an Instrument of Commitment or make a Debt Relief Transfer Contribution, as defined and specified in paragraph 9(a) of this Resolution; and

- (ii) a CPL, a Contributing Member will enter into written agreement(s) in such form as may be acceptable to the Association.
- (b) When a Contributing Member agrees to pay a part of its subscription and contribution without qualification and the remainder is subject to enactment by its legislature of the necessary appropriation legislation, it will deposit (other than in respect of the grant element of a CPL) a qualified Instrument of Commitment in a form acceptable to the Association (“Qualified Instrument of Commitment”) and such member:
 - (i) undertakes to exercise its best efforts to obtain legislative approval for the full amount of its subscription and contribution by the payment dates set out in paragraph 3(b) of this Resolution; and
 - (ii) agrees that, upon obtaining such approvals, it will notify the Association that any parts of its Qualified Instrument of Commitment have become unqualified.

3. **Payment.**

- (a) Each Subscribing Member will pay to the Association the amount of its subscription in full within 31 days after the date of deposit of its Instrument of Commitment; provided that if the Nineteenth Replenishment shall not have become effective by December 15, 2020, payment may be postponed by the member for not more than 31 days after the Effective Date as defined in paragraph 6(a) of this Resolution.
- (b) Each Contributing Member that deposits an Instrument of Commitment that is not a Qualified Instrument of Commitment will pay to the Association the amount of its subscription and contribution in three equal annual installments no later than 31 days after the Effective Date or as agreed with the Association, January 15, 2022, and January 15, 2023; provided that:
 - (i) the Association and each Contributing Member may agree to earlier payment;
 - (ii) if the Nineteenth Replenishment shall not have become effective by December 15, 2020, payment of the first such installment may be postponed by the member for not more than 31 days after the date on which the Nineteenth Replenishment becomes effective;
 - (iii) the Association may agree to the postponement of any installment, or part thereof, if the amount paid, together with any unused balance of previous payments by the Contributing Member concerned, is at least equal to the amount estimated by the Association to be required from that member up to the due date of the next installment for purposes of disbursements for financing committed under the Nineteenth Replenishment; and
 - (iv) if any Contributing Member deposits an Instrument of Commitment with the Association after the date when the first installment of the subscription and contribution is due, payment of any installment, or part thereof, will be made to the Association within 31 days after the date of such deposit.
- (c) If a Contributing Member has deposited a Qualified Instrument of Commitment and, upon enactment of appropriation legislation, notifies the Association that an installment, or part thereof, is unqualified after the date when it was due, then payment of such installment, or part thereof, will be made within 31 days after the date of such notification.
- (d) Each Contributing Member that makes a contribution through the grant element of a CPL will pay to the Association the amount of the Loan in three equal annual installments no later than 31 days after the Effective Date, January 15, 2022, and January 15, 2023 or as agreed with the Association.

4. **Mode of Payment.**

- (a) Payments pursuant to this Resolution will be made, at the option of the member:
 - (i) in cash, on terms agreed between the member and the Association; or
 - (ii) by the deposit of notes or similar obligations issued by the government of the member or the depository designated by such member, which shall be nonnegotiable, non-interest bearing and payable at their par value on demand to the account of the Association.

- (b) The Association will encash notes or similar obligations of Contributing Members, on an approximately pro rata basis among Partners, in accordance with the encashment schedule set out in Attachment II to this Resolution, or as agreed between a Contributing Member and the Association. With respect to a Contributing Member that is unable to comply with one or more encashment requests, the Association may agree with the member on a revised encashment schedule that yields at least an equivalent value to the Association.
- (c) The provisions of Article IV, Section 1(a) of the Articles will apply to the use of a Subscribing Member's currency paid to the Association pursuant to this Resolution.

5. **Currency of Denomination and Payment.**

- (a) Contributing Members will denominate the resources to be made available pursuant to this Resolution in SDRs, the currency of the member if freely convertible, or, with the agreement of the Association, in a freely convertible currency of another member, except that if a Contributing Member's economy experienced a rate of inflation in excess of ten percent per annum on average in the period 2016-2018, as determined by the Association, its subscription and contribution will be denominated in SDRs or in any currency used for the valuation of the SDR and agreed with the Association. Subscribing Members will denominate the resources to be made available pursuant to this Resolution in the currency of the member or in a freely convertible currency with the agreement of the Association.
- (b) Contributing Members will make payments pursuant to this Resolution in SDRs, a currency used for the valuation of the SDR, or, with the agreement of the Association, in another freely convertible currency, and the Association may freely exchange the amounts received as required for its operations. Subscribing Members will make payments in the currency of the member or in a freely convertible currency with the agreement of the Association.
- (c) Each member will maintain, in respect of its currency paid by it under this Resolution, and the currency of such member derived therefrom as principal, interest or other charges, the same convertibility as existed on the effective date of this Resolution.
- (d) The provisions of Article IV, Section 2 of the Articles with respect to maintenance of value will not be applicable.
- (e) Notwithstanding the foregoing provisions of this paragraph, a Contributing Member that makes a contribution through the grant element of a CPL will denominate and make payment of such CPL in SDRs or any other currencies approved by the Executive Directors and as defined in their respective loan agreements.

6. **Effective Date.**

- (a) The Nineteenth Replenishment will become effective and the resources to be contributed pursuant to this Resolution will become payable to the Association on the date (the "Effective Date") when Contributing Members whose subscriptions and contributions aggregate not less than SDR 10,128 million shall have deposited with the Association Instruments of Commitment, Qualified Instruments of Commitment, Debt Relief Transfer Notifications (as defined in paragraph 9(b) of this Resolution) or duly executed concessional loan agreements to provide the CPLs, provided that this date shall be not later than December 15, 2020, or such later date as the Executive Directors of the Association may determine.
- (b) If the Association determines that the availability of additional resources pursuant to this Resolution is likely to be unduly delayed, it shall convene promptly a meeting of the Contributing Members to review the situation and to consider the steps to be taken to prevent a suspension of financing to eligible recipients by the Association.
- (c) In order to avoid an interruption in the Association's ability to commit financing to eligible recipients pending the effectiveness of the Nineteenth Replenishment, the Association may deem, prior to the Effective Date, to use one third of the agreed Replenishment amount.

7. **Advance Contributions.**

- (a) In order to avoid an interruption in the Association's ability to commit financing to eligible recipients pending the effectiveness of the Nineteenth Replenishment, the Association may deem, prior to the Effective Date, one third of the total amount of each subscription and contribution for which
- (i) an Instrument of Commitment has been deposited with the Association;
 - (ii) a Debt Relief Transfer Notification (as defined in paragraph 9(b) of this Resolution) has been received by the Association; or
 - (iii) a duly executed concessional loan agreement for a CPL has been received by the Association;
- as an "Advance Contribution", unless the Contributing Member specifies otherwise in its Instrument of Commitment, Debt Relief Transfer Notification or concessional loan agreement for a CPL.
- (b) The Association shall specify when Advance Contributions pursuant to paragraph 7(a) are to be paid to the Association.
- (c) The terms and conditions applicable to contributions to the Nineteenth Replenishment shall apply also to Advance Contributions until the Effective Date, when such contributions shall be deemed to constitute payment toward the amount due from each Contributing Member for its subscription and contribution.
- (d) In the event that the Nineteenth Replenishment shall not become effective pursuant to paragraph 6(a) of this Resolution, (i) voting rights will be allocated to each member for the Advance Contribution as if it had been made as a subscription and contribution under this Resolution, and (ii) each member not making an Advance Contribution will have the opportunity to exercise its preemptive rights under Article III, Section 1(c) of the Articles with respect to such subscription as the Association shall specify.

8. **Authority to Use Subscription and Contributions.**

- (a) Subscriptions and contributions will become available for use by the Association for financing to eligible recipients upon receive of the Instruments of Commitment and after the Effective Date, provided that Advance Contributions may become available earlier under paragraph 7(a) of this Resolution.
- (b) Any qualified part of a subscription and contribution notified under a Qualified Instrument of Commitment will become available for use by the Association for financing when the Association has been notified, pursuant to paragraph 2(b) (ii) of this Resolution, that such parts have become unqualified.
- (c) The Association may enter into financing commitments with eligible recipients conditional on such commitments becoming effective and binding on the Association when resources under the Nineteenth Replenishment become available for commitment by the Association.

9. **HIPC and Arrears Clearance Contributions.**

- (a) Contributing Members making an additional subscription and contribution to compensate the Association for forgiveness of debt under the HIPC Debt Relief Initiative or to finance arrears clearance operations, will do so either: (i) through an additional subscription and contribution to the Association's regular resources (a "Debt Relief Additional Contribution") or (ii) through a creditor-specific contribution for the benefit of the Association to the HIPC window or arrears clearance window of the Debt Relief Trust Fund ("Debt Relief Transfer Contribution").
- (b) Contributing Members making a Debt Relief Transfer Contribution will either (i) enter into a Contribution Agreement with the Association as administrator of the Debt Relief Trust Fund; or (ii) for Contributing Members that are already current contributors to the Debt Relief Trust Fund,

send to the Association a notice of additional contribution or allocation to the appropriate window of the Debt Relief Trust Fund (each a “Debt Relief Transfer Notification”). Such Debt Relief Transfer Notification will provide for a contribution to be made to the appropriate window of the Debt Relief Trust Fund in the amount set forth in Columns 9 and 11 of Table 1a-SDR to this Resolution, to be payable in three equal annual installments no later than 31 days after the Effective Date, January 15, 2022, and January 15, 2023; provided that the Association and each Contributing Member may agree to earlier payment.

- (c) When any amount of a Debt Relief Transfer Contribution is paid to compensate the Association for forgiveness of debt under the HIPC Debt Initiative or to finance arrears clearance operations, such amount of the Debt Relief Transfer Contribution will be treated as a subscription and contribution under the Nineteenth Replenishment.

10. **Authorization of Grants, Guarantees, Equity Investments and Risk Intermediation.**

The Association is hereby authorized to provide financing under the Nineteenth Replenishment in the form of grants and guarantees, equity investments and through the intermediation of risk management products.

11. **Administration of IDA18 Funds under the Nineteenth Replenishment.**

- (a) On the Effective Date, any funds, receipts, assets and liabilities held by the Association under the Eighteenth Replenishment will be administered under the Nineteenth Replenishment, subject, as appropriate, to the terms and conditions applicable to the Eighteenth Replenishment.
- (b) Pursuant to Article V, Section 2(a) (i) of the Articles of Agreement of the Association, the Association is authorized to use the funds referred to in paragraph 11(a) above, and funds derived therefrom as principal, interest or other charges, to provide financing in the forms of grants, guarantees and equity investments under the terms, conditions and policies applicable under the Nineteenth Replenishment.

12. **Allocation of Voting Rights under Nineteenth Replenishment.** Voting rights calculated on the basis of the current voting rights system will be allocated to members for subscriptions under the Nineteenth Replenishment as follows:

- (a) Each Subscribing Member that has deposited with the Association an Instrument of Commitment will be allocated the subscription votes specified for each such member in Table 2 on the effective payment date pursuant to paragraph 3(a) of this Resolution. Each Subscribing Member will be allocated the additional membership votes specified in Column c-3 of Table 2 on the date such member is allocated its subscription votes.
- (b) Each Contributing Member that has deposited with the Association an Instrument of Commitment (other than in respect of the grant element of a CPL) will be allocated one third of the subscription votes specified for each such member in Table 2 on each effective payment date pursuant to paragraph 3(b) of this Resolution. Each Contributing Member will be allocated the additional membership votes specified in Column b-3 of Table 2 for its subscription on the date such member is allocated the first one third of its subscription votes.
- (c) Each Contributing Member that has made a Debt Relief Transfer Contribution will be allocated a proportionate share of the subscription votes specified for such member in Column b-2 of Table 2 from time to time and at least semi-annually following payment of any amount of its Debt Relief Transfer Contribution to compensate the Association for forgiveness of debt under the HIPC Debt Initiative or to finance arrears clearance operations.
- (d) Each Contributing Member that has provided a CPL in the amount provided in Table 1b will be notified by the Association of the grant element determined by the Association with respect to the CPL and will be allocated, in respect of such grant element, a proportionate share of the subscription votes specified for such member in Column b-2 of Table 2 from time to time following payment to the Association of the CPL.

- (e) Each member that has deposited with the Association a Qualified Instrument of Commitment will be allocated subscription votes at the time and to the extent of payments made in respect of its subscription and contribution.
- (f) Any member that deposits its Instrument of Commitment after any of these dates will be allocated, within 31 days of the date of such deposit, the subscription votes to which such member is entitled on account of such deposit.
- (g) If a member fails to pay any amount of its subscription or subscription and contribution when due, or fails to pay when due any amount of (or due in connection with) a CPL, the number of subscription votes allocated from time to time to such member under this Resolution in respect of the Nineteenth Replenishment will be reduced in proportion to the shortfall in the net present value of such payments, but any such votes will be reallocated when the shortfall in the net present value of such payments causing such adjustment is subsequently made up.

(Adopted on March 31, 2020)

Table 1a-SDR. Grant and Grant Equivalent Contributions to the Nineteenth Replenishment
(Contribution Amounts in SDR millions)

Contributing Members	Total Donor Contributions		Basic Contribution				Supplemental Contribution	HIPC Costs		Arrears Clearance		
	Share ^{6/} (1)	Amount (2)	Share ^{7/} (3)	Amount (4)	of which			Share ^{8/} (8)	Amount (9)	Share ^{8/} (10)	Amount (11)	
					Grant Amount (5)	Grant Element of Concessional loan Amount (6)						
Angola	0.01%	3.25	0.01%	3.25	3.25	-	-	0.00%	-	0.00%	-	
Argentina	0.02%	3.61	0.01%	2.01	2.01	-	-	0.20%	1.32	0.20%	0.29	
Australia	1.07%	250.01	1.05%	237.11	237.11	-	-	1.61%	10.56	1.61%	2.33	
Austria	1/	1.51%	352.88	1.54%	346.00	346.00	-	-	0.86%	5.64	0.86%	1.25
Azerbaijan		0.02%	3.61	0.02%	3.61	3.61	-	-	0.00%	-	0.00%	-
Belgium	1/	1.57%	365.31	1.56%	351.61	244.33	107.28	-	1.71%	11.21	1.71%	2.48
Botswana		0.01%	1.45	0.01%	1.45	1.45	-	-	0.00%	-	0.00%	-
Canada	1/	3.45%	803.61	3.42%	770.45	686.24	84.21	-	4.14%	27.16	4.14%	6.00
China	1/	3.72%	867.57	3.85%	866.77	866.77	-	-	0.10%	0.66	0.10%	0.14
Cyprus		0.02%	4.67	0.02%	4.51	4.51	-	-	0.02%	0.13	0.02%	0.03
Czech Republic		0.05%	12.25	0.05%	11.76	11.76	-	-	0.06%	0.40	0.06%	0.09
Denmark		1.07%	250.41	1.07%	240.71	240.71	-	-	1.21%	7.94	1.21%	1.75
Ecuador		0.00%	0.72	0.00%	0.72	0.72	-	-	0.00%	-	0.00%	-
Egypt, Arab Rep. of	1/	0.02%	4.20	0.02%	4.12	4.12	-	-	0.01%	0.07	0.01%	0.01
Estonia	3/	0.01%	3.25	0.01%	3.17	3.17	-	-	0.01%	0.06	0.01%	0.02
Finland		0.39%	91.84	0.38%	86.55	86.55	-	-	0.66%	4.33	0.66%	0.96
France	1/	5.06%	1,179.17	5.00%	1,126.14	1,126.14	-	-	6.62%	43.43	6.62%	9.60
Germany	1/ 3/	5.62%	1,309.84	5.41%	1,218.77	1,218.77	-	-	11.37%	74.58	11.37%	16.49
Greece	3/	0.03%	7.30	0.03%	6.89	6.89	-	-	0.05%	0.34	0.05%	0.07
Hungary	1/	0.06%	13.99	0.06%	13.51	13.51	-	-	0.06%	0.39	0.06%	0.09
Iceland	3/	0.04%	9.01	0.04%	8.77	8.77	-	-	0.03%	0.20	0.03%	0.04
India		0.67%	155.62	0.68%	152.89	152.89	-	-	0.34%	2.23	0.34%	0.49
Indonesia		0.09%	21.69	0.09%	21.28	21.28	-	-	0.05%	0.34	0.05%	0.07
Ireland		0.35%	82.45	0.36%	80.84	80.84	-	-	0.20%	1.31	0.20%	0.29
Israel	1/	0.08%	18.84	0.08%	17.96	17.96	-	-	0.11%	0.72	0.11%	0.16
Italy	1/	2.05%	478.78	1.99%	448.34	448.34	-	-	3.80%	24.93	3.80%	5.51
Japan	1/	10.00%	2,332.42	9.79%	2,204.26	2,204.26	-	-	16.00%	104.96	16.00%	23.20
Korea		1.40%	326.54	1.40%	315.33	315.33	-	-	1.40%	9.18	1.40%	2.03
Kuwait	1/	0.20%	46.15	0.20%	44.96	44.96	-	-	0.15%	0.97	0.15%	0.21
Latvia	1/ 3/	0.01%	3.13	0.01%	3.05	3.05	-	-	0.01%	0.06	0.01%	0.02
Lithuania	3/	0.02%	3.81	0.02%	3.73	3.73	-	-	0.01%	0.06	0.01%	0.02
Luxembourg		0.21%	49.56	0.21%	48.03	48.03	-	-	0.19%	1.25	0.19%	0.28
Malaysia	1/	0.03%	6.51	0.03%	5.88	5.88	-	-	0.08%	0.51	0.08%	0.12
Nigeria	3/	0.06%	14.97	0.06%	14.58	14.58	-	-	0.05%	0.32	0.05%	0.07
Netherlands	4/	2.93%	682.89	2.87%	646.49	646.49	13.41	-	2.87%	18.83	2.87%	4.16
New Zealand		0.11%	26.34	0.11%	25.30	25.30	-	-	0.13%	0.85	0.13%	0.19
Norway	1/	1.10%	257.16	1.08%	243.70	243.70	-	-	1.68%	11.02	1.68%	2.44
Pakistan		0.09%	19.95	0.09%	19.95	19.95	-	-	0.00%	-	0.00%	-
Philippines		0.02%	4.05	0.02%	3.78	3.78	-	-	0.03%	0.22	0.03%	0.05
Poland	1/	0.06%	14.61	0.06%	14.37	14.37	-	-	0.03%	0.19	0.03%	0.04
Portugal	1/	0.04%	9.66	0.04%	9.36	9.36	-	-	0.04%	0.24	0.04%	0.06
Saudi Arabia		1.24%	289.19	1.27%	285.75	285.75	-	-	0.43%	2.82	0.43%	0.62
Singapore		0.20%	46.65	0.20%	45.49	45.49	-	-	0.14%	0.95	0.14%	0.21
Slovak Republic		0.01%	2.33	0.01%	2.25	2.25	-	-	0.01%	0.06	0.01%	0.02
Slovenia		0.02%	4.46	0.02%	4.23	4.23	-	-	0.03%	0.19	0.03%	0.04
South Africa	3/	0.04%	9.35	0.04%	8.63	8.63	-	-	0.09%	0.59	0.09%	0.13
Spain		1.01%	236.69	0.98%	220.74	220.74	-	-	1.99%	13.06	1.99%	2.89
Sweden		3.02%	703.88	3.02%	680.73	680.73	-	-	2.89%	18.96	2.89%	4.19
Switzerland	1/	2.12%	493.79	2.11%	475.37	475.37	-	-	2.30%	15.09	2.30%	3.33
Thailand	1/	0.02%	3.69	0.02%	3.57	3.57	-	-	0.01%	0.09	0.01%	0.02
Turkey		0.04%	9.57	0.04%	9.57	9.57	-	-	0.00%	-	0.00%	-
United Kingdom	1/	12.07%	2,814.99	12.10%	2,725.35	2,725.35	-	-	11.19%	73.41	11.19%	16.23
United States	1/	9.31%	2,171.95	8.93%	2,010.79	2,010.79	-	-	20.12%	131.99	20.12%	29.17
Sub-total Contributing Members		16,879.61		16,104.46	15,912.97	191.49	13.41		623.83		137.91	
<i>Non-Members</i>												
Bahrain	5/	0.87										
Bulgaria	5/	2.19										
Uruguay	5/	1.45										
Sub-total Non-Members		4.50										
Additional financing ^{2/}		97.07										
Total		16,981.19										

- 1/ Indicative contribution, subject to government and/or parliamentary approval.
- 2/ Represents the investment income generated by using a regular encashment profile of 9 years.
- 3/ Includes an increase in basic share achieved through accelerated encashments.
- 4/ Includes supplemental contributions provided through accelerated encashments.
- 5/ Not a Member of IDA, but is associating themselves with IDA19 by providing resources for purposes, and on terms to be agreed separately between IDA and the donor.
- 6/ Total shares are calculated using the target amount of SDR 23,324.23 million. Partners' total shares do not add to 100 percent, resulting in a structural gap of 27 percent.
- 7/ Basic shares are calculated using the target amount of SDR 22,523.23 million.
- 8/ HIPC and arrears clearance contributions are calculated by applying HIPC shares agreed by Partners in the past replenishments, unless otherwise indicated by an individual Partner, to the total HIPC cost for IDA19 of SDR 656.00 million and the total IDA19 target contribution for arrears clearance of SDR 145.00 million respectively.

Table 1a-CoC. Grant and Grant Equivalent Contributions to the Nineteenth Replenishment
(Contribution Amounts in Currency of Contribution (CoC), millions)

Contributing Members	Total Donor Contributions				Basic Contribution Amount ^{4/} (5)	Supplemental Contribution Amount ^{4/} (6)	HIPC Costs Amount ^{4/} (7)	Arrears Clearance Amount ^{4/} (8)	FX Rates (SDR/CoC) (9)
	Currency of Contribution ^{3/}	Amount ^{4/}	Acceleration Credit Amount (3)	Grant Element of Concessional Loan Amount (4)					
	(1)	(2)	(3)	(4)					
Angola	USD	4.50	-	-	4.50	-	-	-	1.38318
Argentina	USD	5.00	-	-	2.78	-	1.82	0.40	1.38318
Australia	1/ AUD	499.18	-	-	473.60	-	20.95	4.63	1.98403
Austria	1/ EUR	433.81	1.05	-	425.32	-	6.95	1.54	1.23230
Azerbaijan	USD	5.00	-	-	5.00	-	-	-	1.38318
Belgium	1/ EUR	317.97	-	132.20	301.09	-	13.82	3.06	1.23230
Botswana	USD	2.00	-	-	2.00	-	-	-	1.38318
Canada	1/ 5/ CAD	1,324.37	-	-	1,263.32	-	50.00	11.05	1.84094
	USD	-	-	116.48	-	-	-	-	1.38318
China	1/ CNY	8,223.27	-	-	8,215.68	-	6.22	1.37	9.47855
Cyprus	EUR	5.76	-	-	5.56	-	0.16	0.04	1.23230
Czech Republic	EUR	15.09	-	-	14.49	-	0.49	0.11	1.23230
Denmark	DKK	2,303.38	-	-	2,214.23	-	73.01	16.14	9.19859
Ecuador	USD	1.00	-	-	1.00	-	-	-	1.38318
Egypt, Arab Rep. of	1/ USD	5.81	-	-	5.70	-	0.09	0.02	1.38318
Estonia	EUR	3.85	0.16	-	3.75	-	0.08	0.02	1.23230
Finland	EUR	114.00	-	-	107.48	-	5.34	1.18	1.23230
France	1/ USD	1,631.00	-	-	1,557.65	-	60.07	13.28	1.38318
Germany	1/ EUR	1,607.92	6.20	-	1,495.69	-	91.91	20.32	1.23230
Greece	EUR	9.00	-	-	8.49	-	0.42	0.09	1.23230
Hungary	1/ HUF	5,568.09	-	-	5,376.87	-	156.60	34.62	397.87359
Iceland	ISK	1,468.75	61.68	-	1,427.95	-	33.41	7.39	169.78273
India	INR	15,000.00	-	-	14,737.31	-	215.14	47.55	96.38876
Indonesia	USD	30.00	-	-	29.43	-	0.47	0.10	1.38318
Ireland	EUR	101.60	-	-	99.62	-	1.62	0.36	1.23230
Israel	1/ ILS	93.20	-	-	88.84	-	3.57	0.79	4.94639
Italy	1/ EUR	590.00	-	-	552.49	-	30.72	6.79	1.23230
Japan	1/ JPY	352,479.68	-	-	333,111.93	-	15,861.73	3,506.02	151.12168
Korea	KRW	528,478.56	-	-	510,329.56	-	14,863.60	3,285.40	1,618.42291
Kuwait	1/ KWD	19.41	-	-	18.91	-	0.41	0.09	0.42063
Latvia	1/ EUR	3.73	0.13	-	3.63	-	0.08	0.02	1.23230
Lithuania	EUR	4.50	0.19	-	4.41	-	0.07	0.02	1.23230
Luxembourg	EUR	61.07	-	-	59.19	-	1.54	0.34	1.23230
Malaysia	USD	9.00	-	-	8.14	-	0.70	0.16	1.38318
Nigeria	USD	20.00	0.71	-	19.46	-	0.44	0.10	1.38318
Netherlands	EUR	825.00	16.52	-	796.67	-	23.20	5.13	1.23230
New Zealand	NZD	54.93	-	-	52.76	-	1.78	0.39	2.08510
Norway	1/ NOK	3,089.68	-	-	2,928.00	-	132.41	29.27	12.01475
Pakistan	USD	27.60	-	-	27.60	-	-	-	1.38318
Philippines	USD	5.60	-	-	5.23	-	0.30	0.07	1.38318
Poland	1/ EUR	18.00	-	-	17.71	-	0.24	0.05	1.23230
Portugal	1/ EUR	11.90	-	-	11.53	-	0.30	0.07	1.23230
Saudi Arabia	USD	400.00	-	-	395.24	-	3.90	0.86	1.38318
Singapore	USD	64.52	-	-	62.92	-	1.31	0.29	1.38318
Slovak Republic	EUR	2.87	-	-	2.77	-	0.08	0.02	1.23230
Slovenia	EUR	5.50	-	-	5.21	-	0.24	0.05	1.23230
South Africa	ZAR	179.32	7.53	-	164.91	-	11.80	2.61	19.99335
Spain	EUR	291.67	-	-	272.02	-	16.09	3.56	1.23230
Sweden	SEK	9,200.00	-	-	8,897.44	-	247.79	54.77	13.07044
Switzerland	1/ USD	683.00	-	-	657.52	-	20.87	4.61	1.38318
Thailand	1/ THB	159.91	-	-	154.97	-	4.05	0.89	43.35795
Turkey	USD	13.24	-	-	13.24	-	-	-	1.38318
United Kingdom	1/ GBP	3,062.00	-	-	2,964.50	-	79.85	17.65	1.08775
United States	1/ USD	3,004.20	-	-	2,781.29	-	182.56	40.35	1.38318
<i>Non-Members</i>									
Bahrain	2/ USD	1.20	-	-	-	-	-	-	1.38318
Bulgaria	2/ EUR	2.70	-	-	-	-	-	-	1.23230
Uruguay	2/ USD	2.00	-	-	-	-	-	-	1.38318

- 1/ Indicative contribution, subject to government and/or parliamentary approval.
- 2/ Not a Member of IDA, but is associating themselves with IDA19 by providing resources for purposes, and on terms to be agreed separately between IDA and the donor.
- 3/ Contributions of countries with an average inflation rate exceeding 10 percent over the 2016-2018 period would be denominated in SDRs or in any currency used for the valuation of the SDR and agreed with the association.
- 4/ The amounts in currency of contribution (CoC) exclude individual acceleration credits (when applicable) and grant elements of concessional loan (when applicable), both of which are included in the SDR amounts. The equivalent (CoC) amount of any individual acceleration credit or grant element of concessional loan is shown separately in columns 3 and 4 respectively.
- 5/ Canada's contribution comprises grant and grant element of concessional loan. Grant element was calculated in USD, based on the currency of the concessional loan pledged by Canada.

Table 1b. Concessional Loan Contributions to the Nineteenth Replenishment

Contributing members	Loan amount			Loan terms		Grant element from loan		
	SDR Million	Currency	FX	Currency Million	Maturity	Coupon rate in loan currency terms	SDR Million	Currency Million
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
Belgium	337.67	EUR	1.23230	416.11	10-40	0.00%	107.28	132.20
Canada	455.47	USD	1.38318	630.00	5-25	1.20%	84.21	116.48

1/ Indicative contribution, subject to government and/or parliamentary approval.

2/ Concessional loan is pledged in USD, with an option to convert the loan to CAD per IDA19 CPL framework

Table 2. Subscriptions, Contributions, and Votes
(amounts in US\$)

Part I	Current Status (before IDA19)						Additional Votes Stemming from IDA19				Status Including IDA19				Adjusted Voting Power			
	Subscriptions Carrying Votes (a-1)	Contributions (a-2)	Total Resources (a-3)	Subscription Votes (a-4)	Membership Votes (a-5)	Total Voting Power % (a-6)	Total Resources (b-1)	Total Subscription Votes (b-2)	Membership Votes (b-3)	Total Resources (b-4)	as % of Part I (b-5)	Subscription Votes (b-6)	Membership Votes (b-7)	Total Voting Power % (b-8)	Subscription (F-1)	as % of Part I (F-2)	Membership Votes (F-3)	Total Voting Power % (F-4)
AUSTRIA	32,723,202	5,878,674,753	5,411,397,955	318,338	57,500	1.14%	347,844,079	7,595	2,500	5,759,238,034	2.05%	32,919,077	5,726,124,957	325,933	2.05%	60,000	385,933	1.13%
AUSTRIA	17,579,213	3,882,323,037	3,704,602,250	217,930	57,500	0.84%	490,955,511	15,539	2,500	4,195,557,761	1.49%	12,167,688	4,193,887,073	237,439	1.49%	60,000	297,439	0.87%
BELGIUM	17,517,462	4,852,949,385	4,870,466,847	286,528	57,500	1.05%	507,376,000	17,621	2,500	5,377,843,047	1.91%	17,962,007	5,359,880,040	304,349	1.91%	60,000	364,349	1.06%
CANADA	85,762,816	12,633,933,465	12,701,716,281	747,219	57,500	2.45%	1,117,123,983	34,832	2,500	13,818,842,264	4.92%	66,653,616	13,752,188,628	782,051	4.92%	60,000	842,051	2.46%
DENMARK	16,708,389	3,840,946,474	3,857,655,863	232,869	57,500	0.88%	348,346,848	10,821	2,500	4,396,002,711	1.53%	16,879,914	4,389,122,797	243,880	1.53%	60,000	303,880	0.89%
ESTONIA	275,927	17,661,188	17,935,115	1,055	50,800	0.16%	4,526,282	216	2,500	22,461,377	0.1%	279,327	22,182,050	1,271	0.1%	53,300	54,571	0.16%
FINLAND	7,866,551	2,220,161,739	2,228,148,290	131,065	57,500	0.57%	127,786,248	2,285	2,500	2,355,934,538	0.84%	8,043,176	2,347,891,362	133,330	0.84%	60,000	193,330	0.56%
FRANCE	93,213,253	18,764,295,118	18,857,508,371	1,109,388	57,500	3.55%	1,620,159,193	50,638	2,500	20,487,667,564	7.29%	94,479,203	20,403,188,361	1,160,028	7.29%	60,000	1,220,028	3.56%
GERMANY	106,287,105	27,075,316,023	27,181,605,128	1,599,191	57,500	5.05%	1,622,309,916	42,230	2,500	29,003,915,044	10.32%	107,442,855	28,996,472,189	1,641,421	10.32%	60,000	1,701,421	4.96%
GREECE	4,020,390	221,164,520	225,184,910	13,232	45,900	0.18%	10,161,051	67	2,500	235,345,961	0.08%	4,022,065	231,323,896	13,319	0.08%	48,400	61,719	0.18%
ICELAND	276,225	104,149,301	104,425,528	6,141	57,500	0.19%	12,638,070	478	2,500	116,963,598	0.04%	288,175	116,675,421	6,619	0.04%	60,000	66,619	0.19%
IRELAND	4,960,175	822,633,780	827,593,955	48,690	57,500	0.32%	114,706,976	4,650	2,500	942,335,931	0.34%	5,106,425	937,229,506	53,330	0.34%	60,000	113,330	0.33%
ITALY	39,206,448	11,013,098,909	11,052,305,357	650,241	57,500	2.16%	686,113,347	12,941	2,500	11,748,419,704	4.17%	39,529,973	11,678,888,731	663,182	4.17%	60,000	723,182	2.11%
JAPAN	104,393,488	42,865,973,457	42,470,366,865	2,488,467	57,500	7.79%	3,245,038,737	89,709	2,500	45,715,405,602	16.27%	106,611,133	45,608,994,469	2,597,176	16.27%	60,000	2,647,176	7.72%
KUWAIT	5,723,990	1,060,636,763	1,066,260,753	62,711	56,600	0.36%	64,200,419	1,265	2,500	1,130,461,172	0.40%	5,755,615	1,124,705,557	63,976	0.40%	59,100	123,076	0.36%
LATVIA	244,144	16,822,423	17,166,567	1,005	57,500	0.18%	4,357,108	213	2,500	21,523,675	0.01%	248,469	21,274,206	1,218	0.01%	60,000	61,218	0.18%
LITHUANIA	539,923	14,630,297	15,170,220	892	56,600	0.18%	5,293,789	286	2,500	20,464,009	0.01%	546,573	19,917,436	1,158	0.01%	59,100	60,258	0.18%
LUXEMBOURG	1,055,635	404,864,337	405,919,972	23,875	57,500	0.25%	68,948,376	2,989	2,500	474,868,368	0.17%	11,306,530	473,737,738	26,674	0.17%	60,000	86,674	0.25%
NETHERLANDS	47,706,502	9,808,099,891	9,355,806,393	550,383	57,500	1.85%	949,973,352	32,853	2,500	10,305,776,745	3.67%	48,527,827	10,257,509,918	583,286	3.67%	60,000	643,286	1.88%
NEW ZEALAND	575,152	390,489,093	391,064,245	23,006	57,500	0.25%	36,643,219	1,199	2,500	427,707,464	0.15%	605,127	427,102,337	24,205	0.15%	60,000	84,205	0.25%
NORWAY	14,992,982	4,512,509,926	4,527,502,888	266,370	57,500	0.89%	357,776,108	10,103	2,500	4,885,278,986	1.74%	15,245,537	4,870,033,459	276,473	1.74%	60,000	336,473	0.89%
PORTUGAL	4,771,403	330,270,711	335,042,114	19,721	57,500	0.24%	13,435,168	-	2,500	348,477,286	0.12%	4,771,403	343,705,879	19,721	0.12%	60,000	79,721	0.23%
RUSSIA	3,161,416	882,323,353	885,484,769	52,659	57,500	0.34%	62,048,531	-	2,500	945,533,300	0.32%	3,161,416	882,323,353	52,659	0.32%	60,000	110,159	0.33%
SLOVENIA	13,653,362	43,968,159	57,022,521	3,355	57,500	0.19%	6,208,531	223	2,500	63,232,052	0.02%	13,058,937	50,173,115	3,578	0.02%	60,000	63,578	0.19%
SOUTH AFRICA	12,543,972	274,258,454	286,802,428	16,868	57,500	0.23%	12,999,516	99	2,500	299,801,942	0.11%	12,546,447	287,255,495	16,867	0.11%	60,000	76,867	0.23%
SPAIN	22,015,748	4,816,860,105	4,838,975,853	284,715	57,500	1.04%	329,297,085	7,774	2,500	5,168,273,936	1.84%	22,210,098	5,146,862,840	282,489	1.84%	60,000	352,489	1.03%
SWEDEN	27,817,860	9,595,511,520	9,624,129,380	566,161	57,500	1.90%	979,287,458	33,919	2,500	10,603,416,838	3.77%	28,485,635	10,574,951,003	600,880	3.77%	60,000	660,880	1.93%
SWITZERLAND	18,035,539	5,836,620,232	5,854,655,771	350,335	57,500	1.24%	686,994,767	25,517	2,500	6,541,650,538	2.36%	18,673,464	6,523,187,074	375,672	2.36%	60,000	435,672	1.27%
UNITED ARAB EMIRATES	10,729	5,189,119	5,199,848	619	748	0.00%	5,189,848	-	-	10,729	0.00%	5,189,119	-	619	0.00%	748	1,397	0.00%
UNITED KINGDOM	212,134,441	34,767,533,976	34,979,668,417	2,058,077	57,500	6.44%	3,616,414,657	143,173	2,500	38,596,083,074	13.84%	215,713,766	38,380,369,308	2,201,250	13.84%	60,000	2,261,250	6.60%
UNITED STATES	474,173,187	53,246,374,715	53,720,547,902	3,160,624	56,600	9.80%	3,921,779,106	50,600	2,500	56,742,327,008	20.19%	475,438,187	56,266,888,821	3,211,224	20.19%	59,100	3,270,324	9.54%
Subtotal Part I	1,363,415,569	238,723,952,293	240,087,367,772	15,301,730	1,704,748	51.80%	20,906,590,060	603,005	72,500	260,995,957,832	100.00%	1,378,490,694	279,617,467,138	15,944,735	100%	1,777,248	17,681,983	51.53%
Subtotal Part II	664,923,929	9,585,946,699	10,250,872,628	7,667,478	8,158,900	48.20%	-	-	-	-	-	-	-	8,081,945	100%	8,511,900	16,593,845	48.41%
Grand Total	2,028,339,498	268,309,900,902	270,338,240,400	22,969,208	9,863,648	100.00%	-	-	-	-	-	-	-	25,996,680	100%	10,289,148	34,275,828	100.00%

Notes: **Current Status** (a-1) to (a-6): It is assumed that the members that have outstanding commitments to subscribe or contribute to any previous Replenishment will fulfill their obligations. Amounts have been calculated, for purposes of the voting rights adjustment, by multiplying the subscriptions and contributions up to and including the Third Replenishment (which were expressed in terms of U.S. dollars of the weight and fineness in effect on January 1, 1960) by 1.20635 and adding thereto the dollar equivalents of the subscriptions and contributions under the Fourth through Eighteenth Replenishments at the agreed exchange rates.

Allocation of Additional Votes with respect to Encashment: Subscription votes have been allocated on the imputed value of these contributions based on the related encashment schedule rather than the nominal amounts shown in contribution tables. For the Nineteenth Replenishment, this is included in column (b-1) for Part I countries, and for Part II contributing countries in column (c-4).

Table 2. Subscriptions, Contributions, and Votes (amounts in US\$)

Part II	Current Status (before IDA19)							Allocation for Exercise of Preemptive Rights to Maintain Part II Voting Power							Additional Resources Provided under IDA19 in SDRs or Freely Convertible Currencies							Adjusted Voting Power						
	Member	Subscriptions Carrying Votes (\$)	Contributions (\$)	Total Cumulative Resources (\$)	Subscription Votes (a-4)	Membership Votes (a-5)	Total Voting Power % (a-5)	Subscription Carrying Votes (\$)	Subscription Votes (c-2)	Membership Votes (c-3)	Total Voting Power % (c-4)	Subscription Carrying Votes (\$)	Subscription Votes (e-2)	Contributions (\$)	Total Additional Resources (\$)	Subscription Votes (f-1)	Membership Votes (f-2)	Total Voting Power % (f-2)	Subscription Carrying Votes (\$)	Subscription Votes (f-3)	Membership Votes (f-4)	Total Voting Power % (f-5)						
AFGHANISTAN	17,031,711	0	17,031,711	18,204	18,204	0.23%	15,975	639	2,500	0.23%	0	0	0	0	18,843	0	0.23%	15,975	639	2,500	0.23%							
ALBANIA	397,046	0	397,046	4,509	4,509	0.19%	3,950	559	2,500	0.19%	0	0	0	0	4,909	0	0.19%	3,950	559	2,500	0.19%							
ALGERIA	681,548	24,970,467	25,652,015	73,373	73,373	0.40%	64,375	2,975	2,500	0.40%	0	0	0	0	75,948	0	0.40%	64,375	2,975	2,500	0.40%							
ANGOLA	109,10,881	0	109,10,881	12,216	12,216	0.52%	98,025	3,945	2,500	0.52%	0	0	0	0	110,122	0	0.52%	98,025	3,945	2,500	0.52%							
ARGENTINA	32,451,506	124,651,892	157,103,398	387,016	387,016	1.29%	322,000	12,800	2,500	1.29%	0	0	0	0	386,162	0	1.29%	322,000	12,800	2,500	1.29%							
ARMENIA	716,931	0	716,931	7,910	7,910	0.20%	6,560	278	2,500	0.20%	0	0	0	0	8,188	0	0.20%	6,560	278	2,500	0.20%							
AZERBAIJAN	1,221,774	0	1,221,774	13,271	13,271	0.22%	11,650	466	2,500	0.22%	0	0	0	0	14,021	0	0.22%	11,650	466	2,500	0.22%							
BAHAMAS, THE	665,542	12,074,363	12,739,905	7,432	7,432	0.20%	6,525	261	2,500	0.20%	0	0	0	0	7,693	0	0.20%	6,525	261	2,500	0.20%							
BAHRAIN	90,48,975	0	90,48,975	95,940	95,940	0.47%	84,175	3,367	2,500	0.47%	0	0	0	0	99,307	0	0.47%	84,175	3,367	2,500	0.47%							
BARBADOS	509,393	1,892,596	2,401,989	5,542	5,542	0.19%	4,850	194	2,500	0.19%	0	0	0	0	5,736	0	0.19%	4,850	194	2,500	0.19%							
BELEZE	345,371	0	345,371	3,926	3,926	0.19%	3,450	138	2,500	0.19%	0	0	0	0	4,064	0	0.19%	3,450	138	2,500	0.19%							
BENIN	850,001	0	850,001	9,278	9,278	0.20%	8,150	326	2,500	0.20%	0	0	0	0	9,604	0	0.20%	8,150	326	2,500	0.20%							
BHUTAN	93,629	0	93,629	1,274	1,274	0.18%	1,125	45	2,500	0.18%	0	0	0	0	1,319	0	0.18%	1,125	45	2,500	0.18%							
BOLIVIA	1,788,276	0	1,788,276	19,132	19,132	0.23%	16,775	671	2,500	0.23%	0	0	0	0	19,803	0	0.23%	16,775	671	2,500	0.23%							
BOSNIA & HERZEGOVINA	102,46,939	0	102,46,939	13,812	13,812	0.22%	12,125	485	2,500	0.22%	0	0	0	0	14,297	0	0.22%	12,125	485	2,500	0.22%							
BOTSWANA	283,221	1,515,927	1,801,146	3,469	3,469	0.19%	3,075	123	2,500	0.19%	0	0	0	0	3,736	0	0.19%	3,075	123	2,500	0.19%							
BRUNEI DARUSSALAM	34,489,777	960,348,975	1,000,838,752	48,277	48,277	0.22%	48,150	126	2,500	0.22%	0	0	0	0	49,203	0	0.22%	48,150	126	2,500	0.22%							
BURUNDI	1,286,460	0	1,286,460	13,876	13,876	0.20%	12,175	487	2,500	0.20%	0	0	0	0	14,353	0	0.20%	12,175	487	2,500	0.20%							
CABO VERDE	144,453	0	144,453	1,822	1,822	0.18%	1,600	64	2,500	0.18%	0	0	0	0	1,886	0	0.18%	1,600	64	2,500	0.18%							
CAMBODIA	1,726,638	0	1,726,638	18,594	18,594	0.23%	16,325	663	2,500	0.23%	0	0	0	0	19,247	0	0.23%	16,325	663	2,500	0.23%							
CAMEROON	17,031,711	0	17,031,711	18,203	18,203	0.23%	15,975	639	2,500	0.23%	0	0	0	0	18,842	0	0.23%	15,975	639	2,500	0.23%							
CENTRAL AFRICAN REP.	849,977	0	849,977	9,277	9,277	0.20%	8,150	326	2,500	0.20%	0	0	0	0	9,603	0	0.20%	8,150	326	2,500	0.20%							
CHAD	649,977	0	649,977	6,777	6,777	0.20%	5,975	230	2,500	0.20%	0	0	0	0	6,793	0	0.20%	5,975	230	2,500	0.20%							
CHILE	60,63,650	34,746,972	40,510,622	65,610	65,610	0.37%	57,975	2,303	2,500	0.37%	0	0	0	0	67,913	0	0.37%	57,975	2,303	2,500	0.37%							
CHINA	52,932,154	1,091,261,255	1,144,213,409	624,922	624,922	0.20%	545,650	21,826	2,500	0.20%	0	0	0	0	712,026	0	0.20%	545,650	21,826	2,500	0.20%							
COLOMBIA	6,133,331	26,658,256	32,791,587	73,191	73,191	0.40%	64,225	2,999	2,500	0.40%	0	0	0	0	75,760	0	0.40%	64,225	2,999	2,500	0.40%							
COMOROS	144,453	0	144,453	1,822	1,822	0.18%	1,600	64	2,500	0.18%	0	0	0	0	1,886	0	0.18%	1,600	64	2,500	0.18%							
CONGO, DEM. REP. OF	50,65,586	0	50,65,586	54,099	54,099	0.34%	47,475	1,899	2,500	0.34%	0	0	0	0	55,998	0	0.34%	47,475	1,899	2,500	0.34%							
CONGO, REP. OF	849,977	0	849,977	9,277	9,277	0.20%	8,150	326	2,500	0.20%	0	0	0	0	9,603	0	0.20%	8,150	326	2,500	0.20%							
COSTA RICA	344,556	0	344,556	3,880	3,880	0.19%	3,400	136	2,500	0.19%	0	0	0	0	4,016	0	0.19%	3,400	136	2,500	0.19%							
COTE D'IVOIRE	17,031,711	0	17,031,711	18,203	18,203	0.23%	15,975	639	2,500	0.23%	0	0	0	0	18,842	0	0.23%	15,975	639	2,500	0.23%							
CROATIA	24,087,138	0	24,087,138	31,939	31,939	0.27%	28,025	1,121	2,500	0.27%	0	0	0	0	33,060	0	0.27%	28,025	1,121	2,500	0.27%							
CYPRUS	13,30,573	25,898,757	27,229,330	15,641	15,641	0.22%	13,725	549	2,500	0.22%	0	0	0	0	16,557	0	0.22%	13,725	549	2,500	0.22%							
CZECH REPUBLIC	6,351,706	134,114,241	140,465,947	75,970	75,970	0.41%	66,650	2,666	2,500	0.41%	0	0	0	0	79,596	0	0.41%	66,650	2,666	2,500	0.41%							
DJIBOUTI	278,155	0	278,155	3,267	3,267	0.19%	2,850	114	2,500	0.19%	0	0	0	0	3,371	0	0.19%	2,850	114	2,500	0.19%							
DOMINICA	144,453	0	144,453	1,822	1,822	0.18%	1,600	64	2,500	0.18%	0	0	0	0	1,886	0	0.18%	1,600	64	2,500	0.18%							
DOMINICAN REPUBLIC	694,413	0	694,413	7,800	7,800	0.20%	6,925	267	2,500	0.20%	0	0	0	0	7,857	0	0.20%	6,925	267	2,500	0.20%							
ECUADOR	1,102,567	0	1,102,567	11,952	11,952	0.21%	10,475	419	2,500	0.21%	0	0	0	0	12,427	0	0.21%	10,475	419	2,500	0.21%							
EGYPT, ARAB REP. OF	8,615,158	11,419,696	20,034,844	93,442	93,442	0.46%	81,975	3,279	2,500	0.46%	0	0	0	0	97,047	0	0.46%	81,975	3,279	2,500	0.46%							
EL SALVADOR	512,664	23,707	536,371	5,881	5,881	0.19%	4,975	199	2,500	0.19%	0	0	0	0	5,880	0	0.19%	4,975	199	2,500	0.19%							
EQVATORIAL GUINEA	540,558	0	540,558	6,107	6,107	0.19%	5,350	214	2,500	0.19%	0	0	0	0	6,321	0	0.19%	5,350	214	2,500	0.19%							
ETHIOPIA	1,171,569	0	1,171,569	12,715	12,715	0.18%	11,175	471	2,500	0.18%	0	0	0	0	13,178	0	0.18%	11,175	471	2,500	0.18%							
ETHIOPIA	890,573	23,707	914,280	9,265	9,265	0.20%	8,150	306	2,500	0.20%	0	0	0	0	9,621	0	0.20%	8,150	306	2,500	0.20%							
FILIPINES	961,627	0	961,627	10,388	10,388	0.21%	9,125	365	2,500	0.21%	0	0	0	0	10,753	0	0.21%	9,125	365	2,500	0.21%							
GABON	849,977	0	849,977	9,277	9,277	0.20%	8,150	326	2,500	0.20%	0	0	0	0	9,603	0	0.20%	8,150	326	2,500	0.20%							
GAMBIA, THE	458,872	0	458,872	5,158	5,158	0.19%	4,525	181	2,500	0.19%	0	0	0	0	5,339	0	0.19%	4,525	181	2,500	0.19%							
GEORGIA	1,171,162	0	1,171,162	12,731	12,731	0.21%	11,175	447	2,500	0.21%	0	0	0	0	13,178	0	0.21%	11,175	447	2,500	0.21%							
GHANA	3,973,592	0	3,973,592	42,247	42,247	0.30%	37,075	1,483	2,500	0.30%	0	0	0	0	43,790	0	0.30%	37,075	1,483	2,500	0.30%							
GHANA	159,092	0	159,092	1,913	1,913	0.18%	1,675	67	2,500	0.18%	0	0	0	0	1,980	0	0.18%	1,675	67	2,500	0.18%							
GUATEMALA	662,732	0	662,732	7,538	7,538	0.20%	6,625	265	2,500	0.20%	0	0	0	0	7,803	0	0.20%	6,625	265	2,500	0.20%							
GUINEA	1,703,121	0	1,703,121	18,203	18,203	0.23%	15,975	639	2,500	0.23%	0	0	0	0	18,842	0	0.23%	15,975	639	2,500	0.23%							
GUINEA-BISSAU	242,561	0	242,561	2,792	2,792	0.18%	2,450	98	2,500	0.18%	0	0	0	0	2,890	0	0.18%	2,450	98	2,500	0.18%							
GUINEA	1,371,650	0	1,371,650	14,810	14,810	0.22%	13,000	520	2,500	0.22%	0	0	0	0	15,330	0	0.22%	13,000	520	2,500	0.22%							

Table 2. Subscriptions, Contributions, and Votes
(amounts in US\$)

Part II Member	Current Status (before IDA19)				Allocation for Exercise of Preemptive Rights to Maintain Part II Voting Power				Additional Resources Provided under IDA19 in SDRs or Freely Convertible Currencies				Adjusted Voting Power			
	Subscriptions Carrying Votes (a-1)	Contributions (b-2)	Total Cumulative Resources (b-3)	Subscriptions Votes (b-4)	Membership Votes (c-2)	Subscriptions Carrying Votes (c-1)	Total Voting Power (c-4)	Subscriptions Carrying Votes (e-1)	Subscriptions Votes (e-2)	Contributions (e-3)	Total Additional Resources (e-4)	Subscriptions Votes (f-1)	as % of part II Votes (f-2)	Membership Votes (f-3)	Total Voting Power (f-5)	
HAITI	1,286,460	0	1,286,460	13,876	487	12,175	0.22%	0	0	0	0	14,363	0.18%	60,000	74,363	0.22%
HONDURAS	51,2275	170,989,038	171,501,293	5,671	199	4,975	0.19%	0	0	0	16,479,248	5,970	0.07%	60,000	65,970	0.19%
HONGKONG	15,268,850	0	15,268,850	15,268,850	5,200	15,268,850	0.26%	0	0	0	0	15,268,850	0.26%	60,000	75,268,850	0.26%
INDONESIA	69,948,520	383,171,936	453,120,456	803,882	2,500	705,100	0.62%	305,325	12,213	215,697,148	215,697,148	844,099	10.44%	60,000	904,099	2.64%
INDONESIA	188,099,946	109,951,246	298,051,192	203,981	2,500	178,600	0.89%	42,450	1,698	29,954,485	30,175,545	212,423	2.63%	60,000	272,423	0.79%
IRAQ	77,14,561	48,103,715	55,818,276	84,096	2,500	73,775	0.43%	0	0	0	0	87,047	1.03%	60,000	147,047	0.43%
IRAQ	1,286,460	0	1,286,460	13,876	487	12,175	0.22%	0	0	0	0	14,363	0.18%	60,000	74,363	0.22%
ISRAEL	3,121,303	116,850,640	119,971,943	41,704	2,500	36,600	0.30%	37,025	1,481	26,144,788	26,214,413	44,649	0.55%	60,000	104,649	0.31%
JORDAN	51,2275	0	51,2275	5,671	199	4,975	0.19%	0	0	0	0	5,870	0.07%	60,000	65,870	0.19%
KAZAKHSTAN	2,533,971	6,571,277	9,105,248	28,111	987	24,675	0.26%	0	0	0	0	29,098	0.36%	60,000	89,098	0.26%
KENYA	2,831,799	0	2,831,799	30,201	1,060	26,500	0.27%	0	0	0	0	31,261	0.39%	60,000	91,261	0.27%
KIRIBATI	110,629	0	110,629	1,459	51	1,275	0.18%	0	0	0	0	1,510	0.02%	60,000	61,510	0.18%
KOREA	7,711,374	2,367,378,497	2,375,089,871	248,065	8,706	217,650	0.93%	640,450	25,698	453,445,331	454,306,431	282,469	3.50%	60,000	342,469	1.00%
KOSOVO	9,36,906	0	9,36,906	9,788	56,600	8,600	0.20%	0	0	0	0	10,132	0.13%	59,100	69,232	0.20%
KYRGYZ REPUBLIC	682,488	0	682,488	7,523	254	6,600	0.20%	0	0	0	0	7,787	0.10%	60,000	67,787	0.20%
LAO PEOPLE'S DEM. REP.	849,977	0	849,977	9,277	326	8,150	0.20%	0	0	0	0	9,603	0.12%	60,000	69,603	0.20%
LEBANON	707,914	0	707,914	8,472	297	7,425	0.20%	0	0	0	0	8,769	0.11%	60,000	68,769	0.20%
LESOTHO	1,286,460	0	1,286,460	13,876	487	12,175	0.22%	0	0	0	0	14,363	0.18%	60,000	74,363	0.22%
LIBERIA	1,286,460	0	1,286,460	13,876	487	12,175	0.22%	0	0	0	0	14,363	0.18%	60,000	74,363	0.22%
LIBYA	1,703,121	0	1,703,121	18,203	639	15,975	0.23%	0	0	0	0	18,842	0.23%	60,000	78,842	0.23%
MADAGASCAR	1,703,121	0	1,703,121	18,203	639	15,975	0.23%	0	0	0	0	18,842	0.23%	60,000	78,842	0.23%
MAURITIUS	1,286,460	0	1,286,460	13,876	487	12,175	0.22%	0	0	0	0	14,363	0.18%	60,000	74,363	0.22%
MAURITIUS	43,292,262	56,201,013	99,493,275	46,568	1,704	42,600	0.32%	12,700	510	8,897,314	9,052,664	50,782	0.63%	60,000	110,782	0.32%
MAURITIUS	601,151	0	601,151	924	32	800	0.18%	0	0	0	0	958	0.01%	60,000	60,958	0.18%
MAURITIUS	147,0225	0	147,0225	15,196	554	13,850	0.22%	0	0	0	0	16,350	0.20%	60,000	76,350	0.22%
MAURITIUS	26,847	0	26,847	579	20	500	0.18%	0	0	0	0	559	0.01%	60,000	60,559	0.18%
MAURITIUS	849,977	0	849,977	9,277	326	8,150	0.20%	0	0	0	0	9,603	0.12%	60,000	69,603	0.20%
MAURITIUS	1,457,576	35,560	1,493,136	15,761	553	13,625	0.22%	0	0	0	0	16,314	0.20%	60,000	76,314	0.22%
MEXICO	15,909,333	380,043,877	395,953,210	210,861	7,400	185,000	0.82%	0	0	0	0	218,261	2.70%	60,000	278,261	0.81%
MICRONESIA FED. ST. OF	4,3817	0	4,3817	763	27	675	0.18%	0	0	0	0	790	0.01%	60,000	60,790	0.18%
MOLDOVA	952,581	0	952,581	10,415	366	9,150	0.21%	0	0	0	0	10,781	0.13%	60,000	70,781	0.21%
MOLDOVA	397,045	0	397,045	4,509	158	3,950	0.19%	0	0	0	0	4,667	0.06%	60,000	64,667	0.19%
MONTENEGRO	776,784	0	776,784	7,833	275	6,975	0.20%	0	0	0	0	8,108	0.10%	60,000	67,208	0.20%
MOROCCO	5,942,100	0	5,942,100	63,156	2,216	55,400	0.37%	0	0	0	0	65,372	0.81%	60,000	125,372	0.37%
MOZAMBIQUE	2,398,820	0	2,398,820	24,654	865	21,625	0.25%	0	0	0	0	25,519	0.32%	60,000	85,519	0.25%
MYANMAR	3,405,842	0	3,405,842	36,350	1,276	31,900	0.29%	0	0	0	0	37,626	0.47%	60,000	97,626	0.29%
NEPAL	849,977	0	849,977	9,277	326	8,150	0.20%	0	0	0	0	9,603	0.12%	60,000	69,603	0.20%
NEPAL	51,2275	0	51,2275	5,671	199	4,975	0.19%	0	0	0	0	5,870	0.07%	60,000	65,870	0.19%
NIGER	849,977	0	849,977	9,277	326	8,150	0.20%	0	0	0	0	9,603	0.12%	60,000	69,603	0.20%
NIGERIA	5,675,334	14,960,995	20,636,389	60,878	2,136	53,400	0.96%	29,400	1,176	20,744,230	20,827,030	64,190	0.79%	60,000	124,190	0.96%
NORTH MACEDONIA	4,514,227	0	4,514,227	6,299	221	5,625	0.19%	0	0	0	0	6,520	0.08%	60,000	66,520	0.19%
OMAN	516,902	1,031,875	1,548,777	5,851	205	5,125	0.19%	0	0	0	0	6,056	0.07%	60,000	66,056	0.19%
PAKISTAN	17,161,403	36,254,898	53,416,301	187,533	6,581	164,525	0.74%	39,050	1,562	27,857,927	27,761,502	195,676	2.42%	60,000	255,676	0.75%
PALAU	40,000	0	40,000	610	21	525	0.18%	0	0	0	0	631	0.01%	60,000	60,631	0.18%
PANAMA	46,037	0	46,037	843	30	750	0.16%	0	0	0	0	873	0.01%	60,000	60,873	0.16%
PAPUA NEW GUINEA	1,456,803	0	1,456,803	15,729	552	13,900	0.22%	0	0	0	0	16,291	0.20%	60,000	76,291	0.22%
PARAGUAY	512,275	0	512,275	5,671	199	4,975	0.19%	0	0	0	0	5,870	0.07%	60,000	65,870	0.19%
PERU	3,013,327	15,602,676	18,616,003	33,037	1,159	28,975	0.28%	0	0	0	0	34,196	0.42%	60,000	94,196	0.27%
PHILIPPINES	8,520,682	212,101,111	220,621,793	91,601	3,215	80,735	0.45%	7,850	314	5,644,543	5,632,788	96,130	1.16%	60,000	155,300	0.45%
POLAND	51,585,341	93,087,645	144,672,986	558,139	19,597	489,675	1.87%	28,050	1,122	19,804,377	20,322,102	578,848	7.16%	60,000	638,848	1.86%
ROMANIA	5,671,201	0	5,671,201	59,234	2,079	51,975	0.35%	0	0	0	0	61,313	0.76%	58,100	120,413	0.35%
RUANDA	1,286,460	0	1,286,460	13,876	487	12,175	0.22%	0	0	0	0	14,363	0.18%	60,000	74,363	0.22%
SAO TOME & PRINCIPE	127,651	0	127,651	1,645	58	1,450	0.18%	0	0	0	0	1,703	0.02%	60,000	61,703	0.18%
SAUDI ARABIA	27,866,049	27,944,004,783	28,212,870,832	986,031	33,902	847,550	3.19%	568,050	22,722	400,925,004	402,340,604	1,022,655	12.65%	60,000	1,082,655	3.16%

**Table 2. Subscriptions, Contributions, and Votes
(amounts in US\$)**

Part II Member	Current Status (before IDA19)				Allocation for Exercise of Preemptive Rights to Maintain Part II Voting Power				Additional Resources Provided under IDA19 in SDRs or Freely Convertible Currencies				Adjusted Voting Power						
	Subscriptions Carrying Votes (\$)	Contributions (\$)	Total Cumulative Resources (\$)	Subscription Votes	Membership Votes	Total Voting Power	Subscription Carrying Votes (\$)	Subscription Votes	Membership Votes	Total Voting Power	Subscription Carrying Votes (\$)	Subscription Votes	Membership Votes	Total Voting Power					
	(a-1)	(a-2)	(a-3)	(a-4)	(a-5)	(a-6)	(c-1)	(c-2)	(c-3)	(c-4)	(e-1)	(e-2)	(e-3)	(e-4)	(f-1)	(f-2)	(f-3)	(f-4)	(f-5)
SENEGAL	2,831,799	0	2,831,799	30,201	57,500	0.27%	26,500	1,080	2,500	0.27%	0	0	0	0	31,261	0.39%	60,000	91,261	0.27%
SERBIA	2,930,768	0	2,930,768	38,558	57,500	0.30%	34,100	1,388	2,500	0.30%	0	0	0	0	40,946	0.51%	60,000	100,946	0.29%
SINGAPORE	1,033,888	0	1,033,888	10,876	57,500	0.25%	10,876	400	2,500	0.25%	0	0	0	0	11,276	0.14%	60,000	71,276	0.25%
SLOVAK REPUBLIC	3,169,841	30,662,521	33,832,362	36,697	57,500	0.29%	32,200	1,288	2,500	0.29%	4,525	181	3,202,536	3,239,261	38,166	0.47%	60,000	98,166	0.29%
SOLOMON ISLANDS	159,092	0	159,092	1,913	57,500	0.18%	1,675	67	2,500	0.18%	0	0	0	0	1,980	0.02%	60,000	61,980	0.18%
SOMALIA	1,286,460	0	1,286,460	13,876	57,500	0.22%	12,175	487	2,500	0.22%	0	0	0	0	14,363	0.18%	60,000	74,363	0.22%
SOUTH SUDAN	602,425	0	602,425	6,297	56,600	0.19%	5,525	221	2,500	0.19%	0	0	0	0	6,518	0.08%	59,100	65,618	0.19%
SRI LANKA	5,098,957	0	5,098,957	54,153	57,500	0.34%	47,500	1,900	2,500	0.34%	0	0	0	0	50,053	0.69%	60,000	110,053	0.34%
ST. KITTS & NEVIS	228,296	0	228,296	2,705	57,500	0.18%	2,375	95	2,500	0.18%	0	0	0	0	2,800	0.03%	60,000	62,800	0.18%
ST. LUCIA	261,694	0	261,694	3,051	57,500	0.18%	2,675	107	2,500	0.18%	0	0	0	0	3,159	0.04%	60,000	63,159	0.18%
ST. VINCENT & GRENADINES	127,479	0	127,479	1,638	57,500	0.18%	1,425	57	2,500	0.18%	0	0	0	0	1,695	0.02%	60,000	61,695	0.18%
SUDAN	1,703,121	0	1,703,121	18,203	57,500	0.23%	15,100	639	2,500	0.23%	0	0	0	0	17,802	0.23%	60,000	77,802	0.23%
SYRIAN ARAB REP.	1,604,268	0	1,604,268	17,204	57,500	0.23%	15,100	604	2,500	0.23%	0	0	0	0	17,808	0.22%	60,000	77,808	0.23%
TAJIKISTAN	632,946	0	632,946	7,023	57,500	0.20%	6,150	246	2,500	0.20%	0	0	0	0	7,269	0.09%	60,000	67,269	0.20%
TANZANIA	2,831,799	0	2,831,799	30,201	57,500	0.27%	26,500	1,080	2,500	0.27%	7,200	280	5,076,095	5,131,206	31,261	0.39%	60,000	91,261	0.27%
THAILAND	5,098,957	0	5,098,957	54,153	57,500	0.34%	48,000	1,977	2,500	0.34%	0	0	0	0	50,477	0.69%	60,000	110,477	0.34%
THURSDAY ISLANDS	488,250	0	488,250	5,031	56,600	0.19%	4,625	177	2,500	0.19%	0	0	0	0	5,208	0.06%	59,100	64,308	0.19%
Togo	1,286,460	0	1,286,460	13,876	57,500	0.22%	12,125	487	2,500	0.22%	0	0	0	0	14,363	0.18%	60,000	74,363	0.22%
TONGA	127,479	0	127,479	1,638	57,500	0.18%	1,425	57	2,500	0.18%	0	0	0	0	1,695	0.02%	60,000	61,695	0.18%
TRINIDAD & TOBAGO	2,278,239	0	2,278,239	24,380	57,500	0.25%	21,400	886	2,500	0.25%	0	0	0	0	25,236	0.31%	60,000	85,236	0.25%
TUNISIA	2,549,480	0	2,549,480	27,298	57,500	0.26%	23,950	958	2,500	0.26%	16,675	747	13,181,274	13,317,474	28,256	0.35%	60,000	88,256	0.26%
TURKEY	10,744,930	234,538,442	245,283,372	133,951	57,500	0.35%	117,325	4,701	2,500	0.35%	0	0	0	0	139,399	1.72%	60,000	199,399	0.35%
TURKMENISTAN	83,580	0	83,580	853	56,600	0.17%	800	12	2,500	0.17%	0	0	0	0	814	0.00%	59,100	59,964	0.17%
TUVALU	2,831,799	0	2,831,799	30,201	57,500	0.27%	26,500	1,080	2,500	0.27%	0	0	0	0	31,261	0.39%	60,000	91,261	0.27%
UKRAINE	10,514,641	0	10,514,641	108,598	56,600	0.50%	95,275	3,811	2,500	0.51%	0	0	0	0	112,409	1.39%	59,100	171,509	0.50%
UZBEKISTAN	2,078,348	0	2,078,348	22,357	57,500	0.24%	19,625	785	2,500	0.24%	0	0	0	0	23,142	0.29%	60,000	83,142	0.24%
VANUATU	328,631	0	328,631	3,752	57,500	0.19%	3,300	132	2,500	0.19%	0	0	0	0	3,884	0.05%	60,000	63,884	0.19%
VIETNAM	2,549,480	0	2,549,480	27,298	57,500	0.26%	23,950	958	2,500	0.26%	0	0	0	0	28,256	0.35%	60,000	88,256	0.26%
YEMEN, REPUBLIC OF	2,644,892	0	2,644,892	26,191	57,500	0.25%	22,975	919	2,500	0.25%	0	0	0	0	27,110	0.34%	60,000	87,110	0.25%
ZAMBIA	4,531,337	0	4,531,337	48,261	57,500	0.32%	42,350	1,694	2,500	0.32%	0	0	0	0	48,955	0.62%	60,000	109,955	0.32%
ZIMBABWE	6,524,933	0	6,524,933	73,294	57,500	0.40%	64,300	2,572	2,500	0.40%	0	0	0	0	75,866	0.94%	60,000	135,866	0.40%
Subtotal Part II	664,923,929	9,855,948,689	10,520,872,628	7,667,478	81,198,900	48.20%	6,777,225	268,089	355,000	48.21%	3,634,450	145,378	2,565,223,155	2,573,184,030	8,081,945	100%	8,511,900	16,933,845	48.41%
Subtotal Part I	1,363,415,659	256,725,952,203	260,089,667,772	15,307,730	1,704,746	51.80%									15,904,235	100%	1,777,248	17,681,983	51.59%
Grand Total	2,028,339,588	266,306,900,902	270,338,240,400	22,989,208	8,961,648	100.00%									23,891,680	100%	10,289,148	34,275,828	100.00%

Notes:
Current Status (a-1) to (a-6): It is assumed that the members that have outstanding commitments to subscribe or contribute to any previous Replenishment will fulfill their obligations. Amounts have been calculated, for purposes of the voting rights adjustment, by multiplying the subscriptions and contributions up to and including the Third Replenishment (which were expressed in terms of U.S. dollars of the weight and fitness in effect on January 1, 1960) by 1.20635 and adding thereto the dollar equivalents of the subscriptions and contributions under the Fourth through Eighteenth Replenishments at the agreed exchange rates.

Allocation of Additional Votes with respect to Encashment: Subscription votes have been allocated on the imputed value of these contributions based on the related encashment schedule rather than the nominal amounts shown in contribution tables. For the Nineteenth Replenishment, this is included in column (b-1) for Part I countries, and for Part II contributing countries in column (c-4).

Additional Resources Provided under IDA19 in SDRs or Freely Convertible Currencies: The amounts shown in column (e-4) represent the additional resources provided under IDA19 by Part II members in SDRs or freely convertible currencies, as set out in Table 1A-CoC. The U.S. Dollar equivalent has been obtained by converting the SDR amount using the average exchange rates for the U.S. Dollar against the SDR over the period March 1 to August 31, 2019 (SDRI=USD1.38318). These amounts are divided into subscriptions carrying votes (columns (c-1) and (e-1)) and contributions (column (e-3)).

Update of Part II members: The table has been updated to reflect the expected membership status of Part II members.

INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION

Addition to Resources: Nineteenth Replenishment

Instrument of Commitment

Reference is made to Resolution No. ____ of the Board of Governors of the International Development Association entitled “Additions to Resources: Nineteenth Replenishment”, which was adopted on _____, 2020 (“the Resolution”).

The Government of _____ HEREBY NOTIFIES the Association pursuant to paragraph 2 of the Resolution that it will make the _____¹ authorized for it in accordance with the terms of the Resolution in the amount of _____ [of which _____ amount represents the grant element of a Concessional Partner Loan].²

(Date) (Name and Office)³

¹ This form of Instrument of Commitment may be used for a Contributing Member’s regular contribution, any Debt Relief Additional Contribution, and any Grant Compensation Additional Contribution either under separate instruments or combined. Contributing Members fill in the words “subscription and contribution” for both regular contributions and Debt Relief Additional Contributions; and Subscribing Members fill in the word “subscription” only.

² Pursuant to paragraph 5(a) of the Nineteenth Replenishment Resolution, members are required to denominate their subscription and contribution, or subscription only, as the case may be, in SDRs, in the currency of the member if freely convertible, or with the agreement of the Association in a freely convertible currency of another member. Payment will be made as provided in paragraph 5(b) of the Resolution.

³ The instrument is to be signed on behalf of the Government by a duly authorized representative.

**Encashment Schedule for IDA19 Contributions
(Percent of Total Contributions)**

<u>Fiscal Year</u>	<u>Standard Schedule</u>
2021	3.1
2022	7.7
2023	13.5
2024	15.6
2025	15.8
2026	14.2
2027	12.6
2028	10.2
2029	7.3
	100.0

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

7610/01

N° 7610¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2019-2020

PROJET DE LOI**approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à
la dix-neuvième reconstitution des ressources de l'Association
internationale de développement**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(24.6.2020)

Par dépêche du 12 juin 2020, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre des Finances.

Au texte du projet de loi proprement dit étaient joints un exposé des motifs, un commentaire de l'article unique, une fiche d'évaluation d'impact, une fiche financière ainsi que le texte, en version anglaise, de la résolution n° 244 adoptée le 31 mars 2020 par le Conseil des gouverneurs de l'Association internationale de développement (AID) concernant la dix-neuvième reconstitution des ressources financières avec ses annexes.

*

EXAMEN DE L'ARTICLE UNIQUE

L'article unique du projet de loi sous examen qui a pour objet l'approbation du Protocole précité n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État.

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 22 votants, le 24 juin 2020.

Pour le Secrétaire général,

L'attaché,

Michel MILLIM

La Présidente,

Agny DURDU

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

7610/02

N° 7610²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2019-2020

PROJET DE LOI

approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la dix-neuvième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

(19.6.2020)

L'objet du projet de loi sous avis (ci-après le « Projet ») est d'approuver l'engagement financier pris par le Luxembourg dans le cadre de la dix-neuvième reconstitution des ressources de l'une des institutions de la Banque Mondiale, l'Association internationale de développement (ci-après l'« AID »), et ce à concurrence de 61.070.000 euros.¹

L'AID a pour mission d'aider financièrement les 76 pays les plus pauvres de la planète par le biais de prêts concessionnels et de dons. Elle représente, par là-même, la plus grande source de financements concessionnels pour le développement socio-économique de ces pays, et constitue ainsi un outil essentiel dans la lutte contre la pauvreté dans le monde. De par sa notation de crédit AAA, l'AID est une organisation solide financièrement. L'augmentation des ressources prévue par la dix-neuvième reconstitution des ressources financières de l'AID vise à permettre à celle-ci de prendre de nouveaux engagements de financement durant la période allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2023.

La participation du Luxembourg, qui a pris part aux dix-huit reconstitutions précédentes, s'inscrit dans la continuité. Elle s'opérera par l'intermédiaire de l'émission d'un billet à ordre dont l'amortissement est prévu sur la période 2020-2028 (voir tableau ci-dessous).

Tableau I: Echancier de la contribution du Luxembourg (2020-2028)

<i>Année</i>	<i>Montant en EUR</i>	<i>Pourcentage d'encaissement</i>
2020	1 893 170 €	3,1%
2021	4 702 390 €	7,7%
2022	8 244 450 €	13,5%
2023	9 526 920 €	15,6%
2024	9 649 060 €	15,8%
2025	8 671 940 €	14,2%
2026	7 694 820 €	12,6%
2027	6 229 140 €	10,2%
2028	4 458 110 €	7,3%
	61 070 000 €	100,00%

Source : Commentaire des articles du projet de loi sous avis.

¹ Résolution n°244 du Conseil des gouverneurs de l'AID du 31 mars 2020.

Allouant 1% de son revenu national brut, le Luxembourg se situe parmi les pays les plus actifs dans le domaine de l'aide publique au développement. Au-delà de la solidarité entre les peuples, l'engagement du Luxembourg en faveur des régions les plus pauvres de la planète est un atout fort pour son rayonnement international et renforce son image positive vis-à-vis de ses partenaires. En ce sens, la Chambre de Commerce appuie le maintien de l'engagement du Luxembourg en faveur de cette institution multilatérale de développement. La Chambre de Commerce note avec satisfaction l'accent mis sur l'offre d'*un plus grand nombre de possibilités aux travailleurs et aux entrepreneurs* en vue de *renforcer leurs capacités et de faciliter l'accès à l'emploi*.

Le montant de 61,07 millions d'euros apparaît conforme à la capacité financière et à la volonté du Grand-Duché dans ce domaine. Il se situe en ligne avec les engagements précédents, avec une augmentation de 4,62 millions d'euros, soit 8,2% par rapport au dernier engagement datant de 2018², mais une part identique, égale à 0,21%, de l'enveloppe globale de l'AID.

La Chambre de Commerce n'a pas de commentaires particuliers à formuler et s'en tient à l'exposé des motifs qui explique clairement le cadre et les objectifs du Projet.

*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce est en mesure d'approuver le projet de loi sous avis.

² Se référer à la loi du 6 juin 2018 approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 18e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement.

7610/03

N° 7610³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2019-2020

PROJET DE LOI

**approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à
la dix-neuvième reconstitution des ressources de l'Association
internationale de développement**

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES
ET DU BUDGET**

(3.7.2020)

La Commission se compose de : M. André BAULER, Président-Rapporteur ; MM. Guy ARENDT, Gilles BAUM, François BENOY, Dan BIANCALANA, Sven CLEMENT, Georges ENGEL, Gast GIBERYEN, Claude HAAGEN, Mme Martine HANSEN, Mme Josée LORSCHÉ, MM. Laurent MOSAR, Gilles ROTH, Claude WISELER et Michel WOLTER, Membres

*

1. ANTECEDENTS

Le projet de loi n°7610 a été déposé par le Ministre des Finances le 8 juin 2020.

Le projet de loi a été présenté à la Commission des Finances et du Budget (COFIBU) au cours de la réunion du 26 juin 2020. M. André Bauler a été désigné rapporteur du projet de loi au cours de cette même réunion.

L'avis de la Chambre de la Chambre de commerce date du 19 juin 2020.

Le Conseil d'Etat a émis son avis le 24 juin 2020.

La COFIBU a procédé à l'examen de l'avis du Conseil d'Etat au cours de la réunion du 26 juin 2020.

Le projet de rapport a été adopté au cours de la réunion du 3 juillet 2020.

*

2. OBJET DU PROJET DE LOI

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver l'engagement financier du Luxembourg dans le cadre la dix-neuvième reconstitution des ressources financières de l'Association internationale de développement.

Considérations générales

L'Association internationale de développement (ci-après : « l'AID ») est l'institution de la Banque Mondiale, qui a pour mission d'aider financièrement les 76 pays les plus pauvres de la planète par le biais de prêts concessionnels et de dons. L'AID constitue la source la plus importante de crédits concessionnels pour les pays en voie de développement.

Depuis sa création en 1960, l'AID a fourni des fonds à hauteur de 375 milliards de dollars pour des investissements dans 113 pays. Le soutien apporté aux pays bénéficiaires ne cesse d'augmenter, notamment grâce à la participation de nouveaux bailleurs de fonds, pour atteindre ces trois dernières années un volume annuel moyen d'engagements de 22 milliards de dollars.

Ces fonds sont notamment destinés à financer des programmes dans les domaines de l'éducation, de la santé, des infrastructures, mais aussi de la parité des genres, de la croissance solidaire et de la lutte contre le changement climatique.

L'AID vise ainsi à réduire la pauvreté et les inégalités dans les pays bénéficiaires, à améliorer les conditions de vie des populations et à stimuler la croissance économique.

L'AID jouit du rating triple A de la part des agences de notation lui permettant de proposer des prêts à des taux d'intérêts très faibles ou nuls aux pays bénéficiaires grâce à l'octroi de conditions concessionnelles.

Les bénéficiaires dotés d'un risque de surendettement élevé reçoivent 100% de leur aide sous la forme de dons tandis que les bénéficiaires avec un risque moyen de surendettement n'en reçoivent que 50% sous cette forme. D'autres bénéficiaires se voient octroyés des crédits aux conditions habituelles ou à des conditions mixtes avec une échéance de 38 ans et de 30 ans respectivement.

L'AID apporte également de l'aide aux pays fortement endettés par l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (Initiative PPTE) et de l'initiative pour l'allègement de la dette multilatérale (IADM).

La crise sanitaire et économique engendrée par la pandémie du COVID-19 touche les pays les plus pauvres de manière substantielle et appellent à redéfinir les priorités en matière de soutien aux pays concernés. Dans ce contexte, l'AID a déjà mis en place la *Fast Track COVID-19 Facility*, afin de répondre aux urgences liées au secteur de santé.

La contribution du Luxembourg à la dix-neuvième reconstitution des ressources financières de l'AID s'élève à 61 070 00 euros. Cette dernière se fera par l'intermédiaire de l'émission d'un billet à ordre dont l'amortissement est prévu sur la période de 2020 à 2028.

*

3. LES AVIS

Avis du Conseil d'Etat

Le Conseil d'État a émis son avis le 24 juin 2020.

Le présent projet de loi n'appelle pas d'observation particulière de la part de la Haute corporation.

Avis de la Chambre de commerce

Dans son avis du 19 juin 2020, la Chambre de Commerce estime que le montant alloué au présent projet de loi est en accord avec la capacité financière et avec la volonté du Luxembourg dans ce domaine.

La Chambre de commerce n'a pas d'autres commentaires particuliers à formuler et approuve le projet de loi.

*

4. COMMENTAIRE DE L'ARTICLE UNIQUE

L'article unique du projet de loi sous examen qui a pour objet l'approbation du Protocole précité n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État.

*

5. TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION PARLEMENTAIRE

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Finances et du Budget recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi n°7610 dans la teneur qui suit :

PROJET DE LOI
approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à
la dix-neuvième reconstitution des ressources de l'Association
internationale de développement

Article unique. Le Gouvernement est autorisé à participer à concurrence de 61 070 000 euros à la dix-neuvième reconstitution des ressources financières de l'Association internationale de développement, conformément à la résolution n° 244 adoptée le 31 mars 2020 par le Conseil des gouverneurs de l'Association internationale de développement.

Luxembourg, le 3 juillet 2020

Le Président-Rapporteur,
André BAULER

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

7610

SEANCE

du 07.07.2020

BULLETIN DE VOTE (1)

Nom des Députés			Vote			Procuration (nom du député)
			Oui	Non	Abst.	
Mme	ADEHM	Diane	x			
Mme	AHMEDOVA	Semiray	x			(LORSCHÉ Josée)
M.	ARENDT	Guy	x			
Mme	ARENDT (ép. KEMP)	Nancy	x			
Mme	ASSELBORN-BINTZ	Simone	x			
M.	BACK	Carlo	x			
M	BAULER	André	x			
M.	BAUM	Gilles	x			
M.	BAUM	Marc	x			
Mme	BEISSEL	Simone	x			
M.	BENOY	François	x			
Mme	BERNARD	Djuna	x			
M.	BIANCALANA	Dan	x			
Mme	BURTON	Tess	x			
M.	CLEMENT	Sven	x			
Mme	CLOSENER	Francine	x			
M.	COLABIANCHI	Frank	x			
M.	CRUCHTEN	Yves	x			
M.	DI BARTOLOMEO	Mars	x			
M.	EICHER	Emile	x			
M.	EISCHEN	Félix	x			(GALLES Paul)
Mme	EMPAIN	Stéphanie	x			
M.	ENGEL	Georges	x			
M.	ENGELLEN	Jeff			x	
M.	ETGEN	Fernand	x			
M.	GALLES	Paul	x			
Mme	GARY	Chantal	x			
M.	GIBERYEN	Gast			x	
M.	GLODEN	Léon	x			
M.	GOERGEN	Marc	x			
M.	GRAAS	Gusty	x			
M.	HAAGEN	Claude	x			
M	HAHN	Max	x			
M.	HALSDORF	Jean-Marie	x			
M.	HANSEN	Marc	x			
Mme	HANSEN	Martine	x			
Mme	HARTMANN	Carole	x			
Mme	HEMMEN	Cécile	x			
Mme	HETTO-GAASCH	Françoise	x			
M.	KAES	Aly	x			
M.	KARTHEISER	Fernand			x	
M.	KNAFF	Pim	x			
M.	LAMBERTY	Claude	x			
M.	LIES	Marc	x			
Mme	LORSCHÉ	Josée	x			
M.	MARGUE	Charles	x			
M.	MISCHO	Georges	x			
Mme	MODERT	Octavie	x			
M.	MOSAR	Laurent	x			
Mme	MUTSCH	Lydia	x			
Mme	POLFER	Lydie	x			
M.	REDING	Roy			x	(KARTHEISER Fernand)
Mme	REDING	Viviane	x			(KAES Aly)
M.	ROTH	Gilles	x			
M.	SCHANK	Marco	x			
M.	SPAUTZ	Marc	x			
M.	WAGNER	David	x			
M.	WILMES	Serge	x			
M.	WISELER	Claude	x			
M.	WOLTER	Michel	x			

**OBJET: Projet de loi
N° 7610**

	OUI	NON	ABST
Votes personnels	53	0	3
Votes par procuration	3	0	1
TOTAL	56	0	4

Le Président:

Le Secrétaire général:

7610/04

N° 7610⁴

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2019-2020

PROJET DE LOI

**approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à
la dix-neuvième reconstitution des ressources de l'Association
internationale de développement**

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(10.7.2020)

Le Conseil d'État,

appelé par dépêche du Président de la Chambre des députés du 7 juillet 2020 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

**approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg
à la dix-neuvième reconstitution des ressources de l'Association
internationale de développement**

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 7 juillet 2020 et dispensé du second vote constitutionnel ;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'État en sa séance du 24 juin 2020 ;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique à l'unanimité des 13 votants, le 10 juillet 2020.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

La Présidente,
Agy DURDU

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

55



Commission des Finances et du Budget

Procès-verbal de la réunion du 03 juillet 2020

Ordre du jour :

1. Echange de vues avec des représentants de la Banque centrale du Luxembourg au sujet des répercussions économiques et financières de la crise sanitaire
2. 7610 Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la dix-neuvième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement
- Rapporteur : Monsieur André Bauler

- Présentation et adoption d'un projet de rapport
3. Approbation des projets de procès-verbal des réunions du 12 mars 2020, du 29 mai 2020 et des 8 et 26 juin 2020

*

Présents : Mme Diane Adehm remplaçant M. Michel Wolter, Mme Semiray Ahmedova remplaçant Mme Josée Lorsché, M. Guy Arendt, M. André Bauler, M. Dan Biancalana, M. Sven Clement, M. Gast Gibéryen, Mme Martine Hansen, M. Claude Lamberty remplaçant M. Gilles Baum, M. Charles Margue remplaçant M. François Benoy, M. Laurent Mosar, Mme Lydia Mutsch remplaçant M. Claude Haagen, M. Gilles Roth, M. Claude Wiseler
M. David Wagner, observateur délégué

M. Gaston Reinesch, Président de la Banque centrale du Luxembourg (BCL)
M. Pierre Beck, M. Roland Weyland, directeurs de la Banque centrale du Luxembourg (BCL)
Mme Caroline Guezennec, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Gilles Baum, M. François Benoy, M. Claude Haagen, Mme Josée Lorsché, M. Roy Reding, M. Michel Wolter

*

Présidence : M. André Bauler, Président de la Commission

*

1. **Echange de vues avec des représentants de la Banque centrale du Luxembourg au sujet des répercussions économiques et financières de la crise sanitaire**

Le Président et les directeurs de la BCL présentent leur analyse des répercussions économiques et financières de la crise sanitaire sur base de la présentation powerpoint reprise en annexe.

2. 7610 Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la dix-neuvième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement

Le projet de rapport est adopté à l'unanimité.

3. Approbation des projets de procès-verbal des réunions du 12 mars 2020, du 29 mai 2020 et des 8 et 26 juin 2020

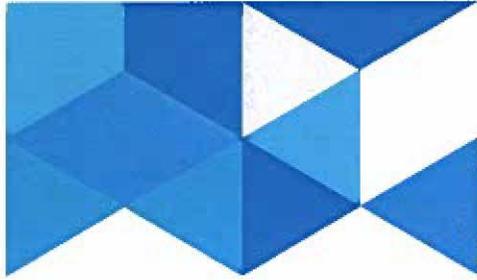
Les projets de procès-verbal sont approuvés.

La Secrétaire-administrateur,
Caroline Guezennec

Le Président de la Commission des Finances et du
Budget,
André Bauler

Annexe :

Présentation de la BCL – Echange de vues au sujet des répercussions économiques et financières de la crise sanitaire



BANQUE CENTRALE DU LUXEMBOURG
EUROSYSTEME

Réunion Commission des Finances et du Budget

Échange de vues au sujet des répercussions économiques et financières
de la crise sanitaire

3 juillet 2020

Gaston Reinesch

Président de la Banque centrale du Luxembourg

DRAFT



Sommaire

1. Situation macroéconomique
2. Mesures prises en matière de politique monétaire
3. Mesures prudentielles prises au niveau du secteur bancaire
4. Finances publiques
5. Stabilité financière

DRAFT





1. Situation macroéconomique



1.1. Projections de l'Eurosystème pour la zone euro – 3 scénarios

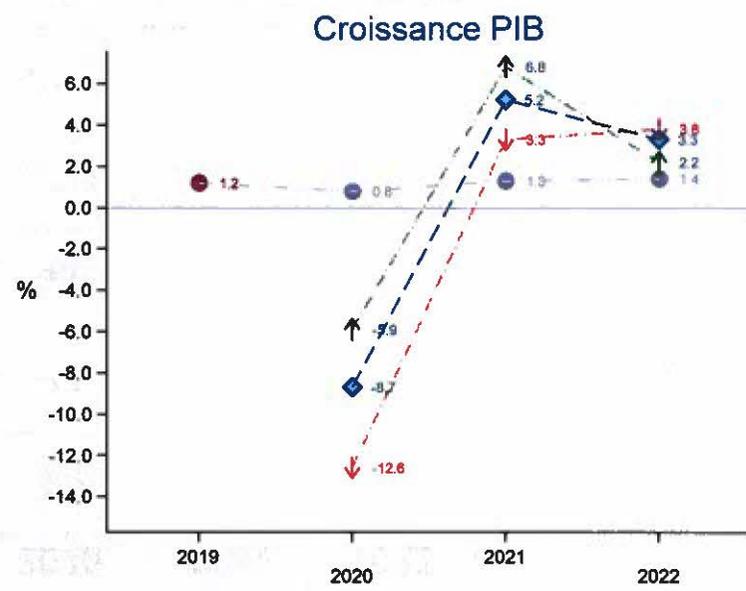
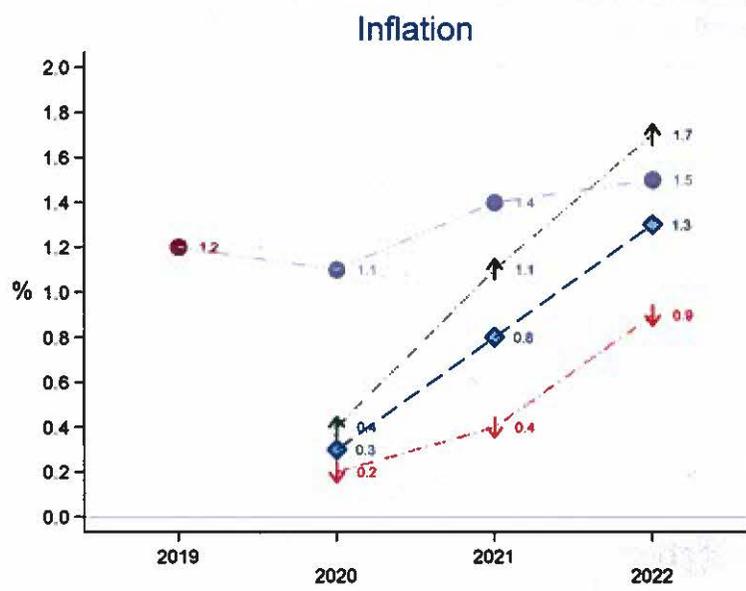
		Moyenne 2012-2019	2018	2019	2020	2021	2022
PIB réel	Scénario clément				-5,9	6,8	2,2
	Scénario de référence	1,3	1,9	1,2	-8,7	5,2	3,3
	Scénario sévère				-12,6	3,3	3,8
IPCH	Scénario clément				0,4	1,1	1,7
	Scénario de référence	1,1	1,8	1,2	0,3	0,8	1,3
	Scénario sévère				0,2	0,4	0,9
Taux de chômage	Scénario clément				8,8	8,5	8,0
	Scénario de référence	10,0	8,1	7,6	9,8	10,1	9,1
	Scénario sévère				11,3	12,5	11,2

Source : BCE.

1.2. Situation économique et projections macroéconomiques

Zone euro (BCE et Eurosysteme)

Projections macroéconomiques pour la zone euro (BCE et Eurosysteme)



● Observée ● Projections mars 2020
◆ Scénario de référence ↑ Clément ↓ Sévère

● Observée ● Projections mars 2020
◆ Scénario de référence ↑ Clément ↓ Sévère

Source: Eurosysteme, BCL.

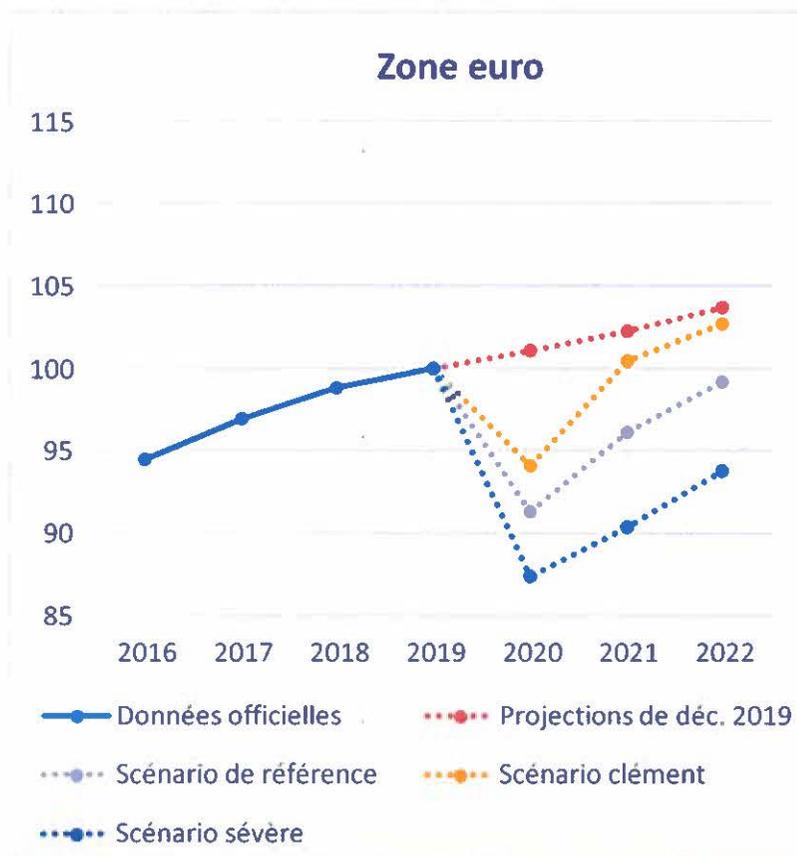
1.3. Perspectives de croissance dans la zone euro, le Luxembourg et les pays limitrophes – scénario de référence de l'Eurosystème

(taux de variation annuel du PIB réel, en %)

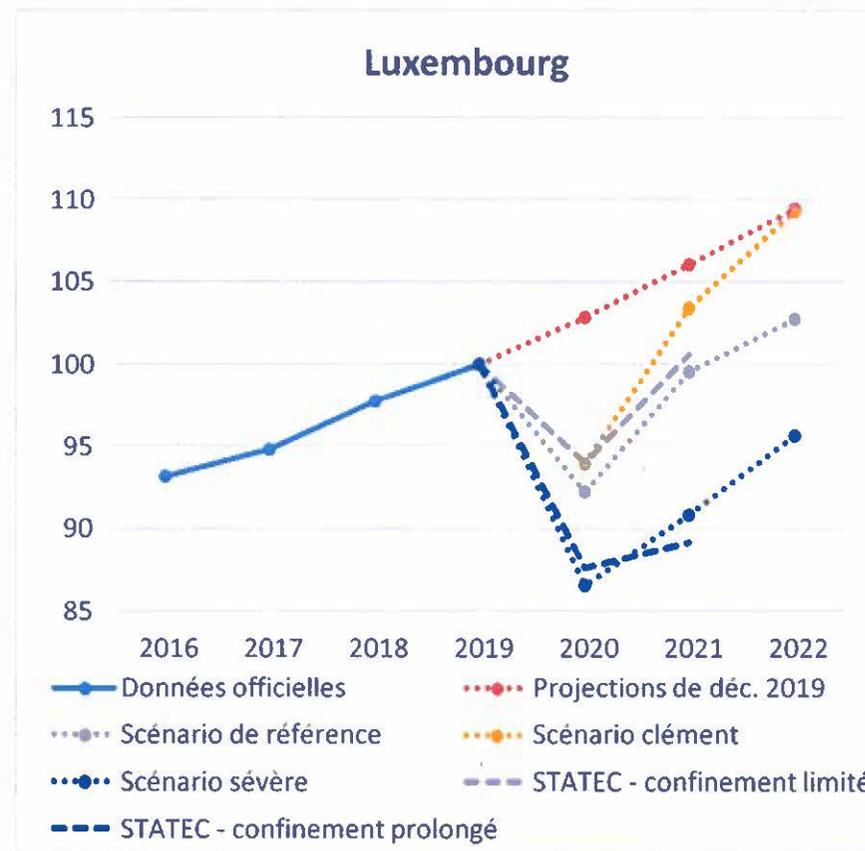
	2019	2020	2021	2022
Zone euro	1,2	-8,7	5,2	3,3
Allemagne	0,6	-7,1	3,2	3,8
Belgique	1,4	-9,0	6,4	2,3
France	1,3	-10,3	6,9	3,9
Luxembourg	2,3	-7,8	7,9	3,2

Sources: Eurosystème (sur la base de contributions des banques centrales nationales) ; scénario de référence de l'exercice de projection de juin 2020.

1.4. Trajectoire attendue du PIB réel en niveau (indice, 2019 = 100)



Sources: Eurostat pour les données, Eurosystem pour les projections.



Sources: STATEC, Eurosystem/BCL.

1.5. Projections macroéconomiques du STATEC

	Taux de variation annuel, en %			Révisions par rapport au budget 2020, en p.p.		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021
PIB réel						
Budget 2020 - Octobre 2019	2,4	2,4	3,5			
Note de conjoncture - Décembre 2019	2,8	2,4	-	0,4	0,0	-
Projections à moyen terme - Mars 2020	2,8	2,8	2,8	0,4	0,4	-0,7
Programme de stabilité - Scénario confinement limité - Avril 2020	2,3	-6,0	7,0	-0,1	-8,4	3,5
Programme de stabilité - Scénario confinement prolongé - Avril 2020	2,3	-12,4	1,8	-0,1	-14,8	-1,7
IPCN						
Budget 2020 - Octobre 2019	1,9	1,7	1,6			
Note de conjoncture - Décembre 2019	1,7	1,6	-	-0,2	-0,1	-
Projections à moyen terme - Mars 2020	1,7	1,9	1,8	-0,2	0,2	0,2
Programme de stabilité - Scénario confinement limité - Avril 2020	1,7	0,6	1,6	-0,2	-1,1	0,0
Programme de stabilité - Scénario confinement prolongé - Avril 2020	1,7	0,4	0,4	-0,2	-1,3	-1,2

Source: STATEC, projet de budget 2020.

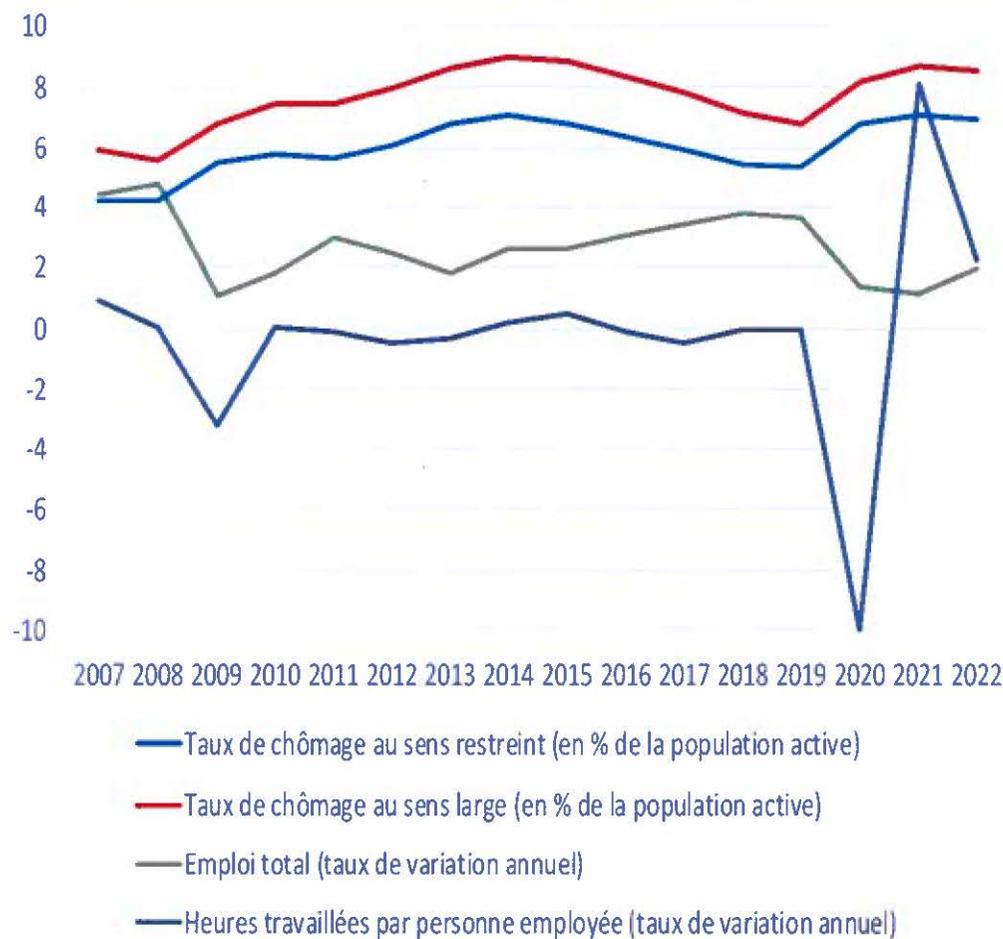
1.6. Inflation au Luxembourg

(IPCN et sous-composantes, taux de variation annuel, en %)



Source: STATEC

1.7. Marché du travail



	Projections de juin 2020 (en %)			
	2019	2020	2021	2022
Emploi total	3,6	1,3	1,1	1,9
Taux de chômage au sens restreint	5,4	6,8	7,1	6,9
Taux de chômage au sens large	6,8	8,1	8,7	8,6

Part de l'emploi salarié en chômage partiel (en %, en 2020)*				
Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet
31,9	34,3	14,9	6,8	6,5

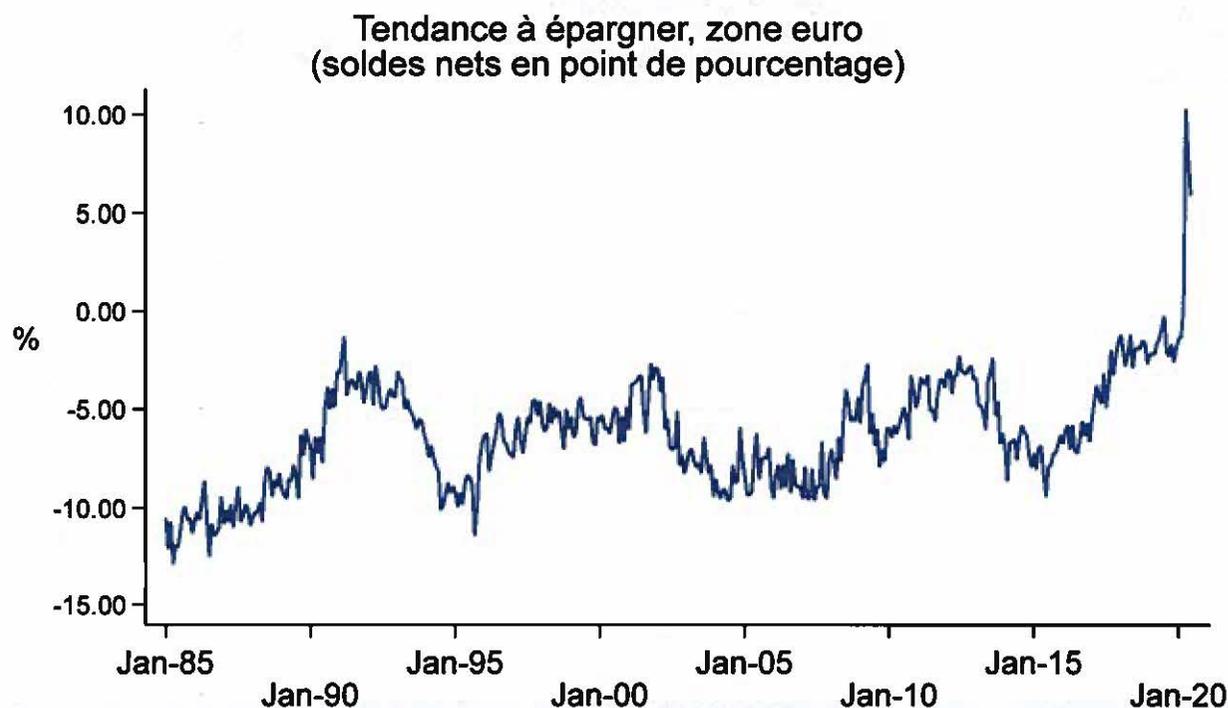
Estimations sur la base des demandes effectuées par les entreprises.
 Sources: ADEM, STATEC, calculs BCL.

Remarque : le taux de chômage au sens large inclut les demandeurs d'emploi bénéficiant d'une mesure de soutien à l'emploi. Les chômeurs partiels sont exclus.

Sources: ADEM, STATEC, projections (2020-2022) et calculs BCL.

1.8 Tendance à épargner

Selon l'enquête des consommateurs de la Commission Européenne la tendance à épargner au cours des 12 prochains mois (et tenant compte des anticipations des ménages de la situation financière) a fortement augmenté ces derniers mois.

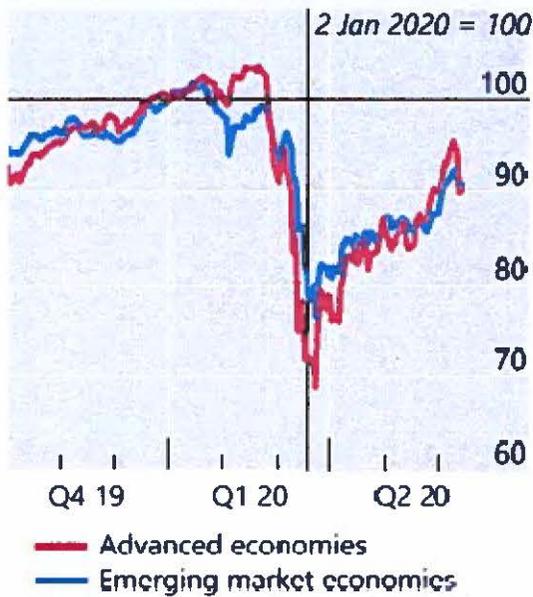


Source: Commission Européenne, calculs BCL.

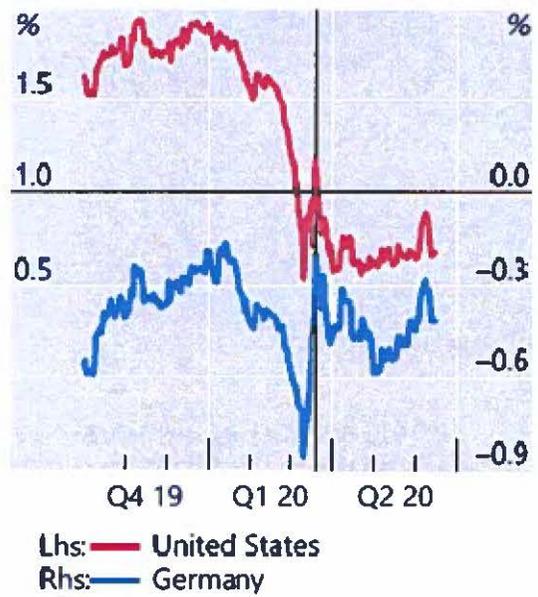
Note: L'indicateur est construit comme la différence entre l'épargne attendue des ménages au cours des 12 prochains mois et la situation financière attendue des ménages au cours des 12 prochains mois.

1.9. Stabilisation des marchés

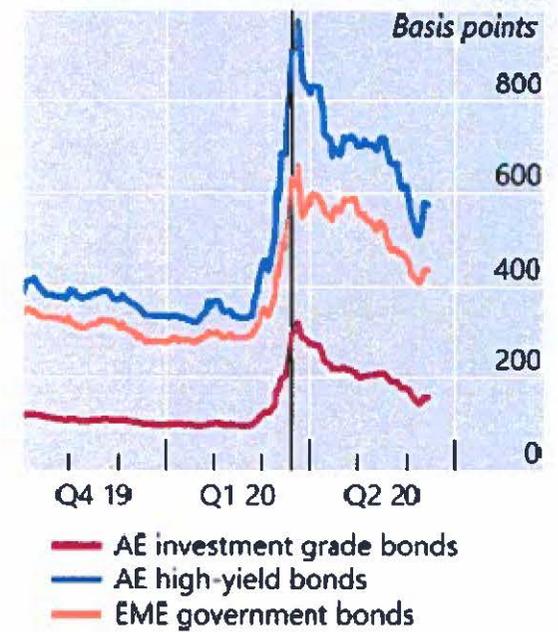
Global equities



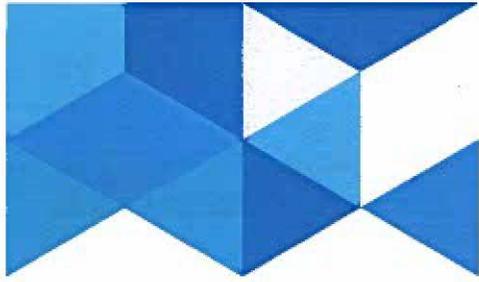
Bond yields



Spreads



Source: Banque des Règlements Internationaux



2. Mesures prises en matière de politique monétaire



2.1. Principales mesures prises face à l'épidémie de coronavirus COVID-19

Domaine	Mesures
Programmes d'achat de titres /Asset purchase programme	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation volume APP (EUR 20 milliards par mois aussi longtemps que nécessaire pour renforcer les effets accommodants des taux directeurs et jusqu'à peu avant de commencer à relever les taux d'intérêt directeurs) ainsi que EUR 120 milliards (additionnels) jusqu'à la fin de 2020. • Nouveau programme d'achats d'urgence face à la pandémie (PEPP (Pandemic Emergency Purchase Programme)), volume: EUR 1 350 milliards: 750 milliards (décision 18 mars) + 600 milliards (décision 4 juin)). <p>Achats nets cumulés de titres émis par l'Etat luxembourgeois : Quelque EUR 3,1 milliards (fin juin)</p>
Opérations de refinancement	<ul style="list-style-type: none"> • Opérations de refinancement à plus long terme ciblées (TLTRO III): Taux d'intérêt nettement plus favorables pendant la période allant de juin 2020 à juin 2021 (jusqu'à -1,0%), fourniture de liquidités aux banques de la zone euro jusqu'à EUR 3.000 milliards (50% de l'encours des prêts éligibles au début de 2019). • Nouvelle série d'opérations de refinancement à plus long terme non ciblées d'urgence face à la pandémie (PELTRO).
Garanties	<p>Ensemble de mesures temporaires d'assouplissement des garanties (collatéral à fournir par les contreparties monétaires en contrepartie des prêts)</p> <p>Mesures afin de réduire l'impact d'éventuelles dégradations de notations sur la disponibilité des garanties</p>
Accords de devises (ligne de swap)	<p>Action concertée des banques centrales en vue d'améliorer l'approvisionnement mondial en dollars des États-Unis</p> <p>Réactivation d'un accord de devises et mis-en-place de lignes de repo pour la fourniture de liquidités en euros avec d'autres banques centrales</p>

2.2.1. Programmes d'achat

Programme	Mesures	Volume
Programme d'achats d'urgence face à la pandémie (Pandemic Emergency Purchase Programme, PEPP)	<p>Le PEPP est un instrument exceptionnel pour une situation de crise exceptionnelle.</p> <p>Double objectif:</p> <ul style="list-style-type: none">- en réaction à la révision à la baisse de l'inflation sur l'horizon de projection, le PEPP permettra un nouvel assouplissement de l'orientation générale de la politique monétaire, soutenant les conditions de financement dans l'économie réelle, en particulier pour les entreprises et les ménages.- faire face aux risques graves que font peser sur le mécanisme de transmission de la politique monétaire les perspectives économiques de la zone euro l'épidémie de coronavirus COVID-19 et l'intensification de sa propagation. <p>Les achats porteront sur toutes les catégories d'actifs éligibles dans le cadre du programme d'achats d'actifs (APP) existant.</p> <p>S'agissant des achats de titres du secteur public, l'allocation de référence entre les différentes juridictions restera fondée sur la clé de répartition des banques centrales nationales au capital de la BCE. La clé de capital de la BCL s'élève à 0,33%. En même temps, les achats dans le cadre du PEPP seront réalisés de façon flexible, ce qui permettra des variations des achats en fonction du temps, de la catégorie d'actif et de la juridiction.</p> <p>Le Conseil des gouverneurs mettra fin aux achats nets d'actifs dans le cadre du PEPP lorsqu'il jugera que la phase critique du coronavirus Covid-19 sera terminée, mais, en tout cas, pas avant la fin de juin 2021.</p> <p>Le Conseil des gouverneurs a décidé de réinvestir les remboursements au titre du principal des titres arrivant à échéance acquis dans le cadre du PEPP au moins jusqu'à la fin de 2022. Dans tous les cas, le futur dénouement du portefeuille PEPP sera géré de façon à éviter toute interférence avec l'orientation adéquate de la politique monétaire.</p>	EUR 1 350 milliards

2.2.2. Programmes d'achat

Programme	Mesures	Volume
<p>Programme d'achats d'actifs (APP)</p>	<p>L'APP a été introduit en 2014 et complété en 2015 par le PSPP.</p> <p>Les achats nets continuent à un rythme mensuel de 20 milliards d'euros</p> <p>Enveloppe temporaire de 120 milliards d'euros à des achats nets d'actifs supplémentaires d'ici la fin de l'année pour assurer une forte contribution des programmes d'achats de titres du secteur privé.</p> <p>Le Conseil des gouverneurs continue de prévoir d'avoir recours aux achats nets d'actifs aussi longtemps que nécessaire pour renforcer les effets accommodants des taux directeurs, et d'y mettre fin peu avant de commencer à relever les taux d'intérêt directeurs.</p> <p>Le Conseil des gouverneurs entend poursuivre les réinvestissements, en totalité, des remboursements au titre du principal des titres arrivant à échéance acquis dans le cadre de l'APP pendant une période prolongée après la date à laquelle le Conseil des gouverneurs commencera à relever les taux d'intérêt directeurs de la BCE et, en tout cas, aussi longtemps que nécessaire pour maintenir des conditions de liquidité favorables et un degré élevé de soutien monétaire.</p>	<p>EUR 120 milliards</p>
<p>Programme d'achats de titres du secteur des entreprises (CSPP – Corporate Sector Purchase Programme)</p>	<p>Eventail élargi des actifs éligibles aux billets de trésorerie du secteur non financier, rendant ainsi éligibles aux achats réalisés dans le cadre du CSPP l'ensemble des billets de trésorerie (<i>commercial papers</i>) dont la qualité de crédit est suffisante.</p>	

2.3. Opérations de refinancement “covid”

Instrument	Mesures
Opérations de refinancement à plus long terme ciblées (TLTRO III)	<p>Ces opérations soutiendront l'octroi de prêts aux ménages et entreprises subissant le plus durement les effets de la propagation du coronavirus, en particulier les petites et moyennes entreprises.</p> <p>Conditions nettement plus favorables à toutes les TLTRO III en cours pendant la période allant de juin 2020 à juin 2021. Tout au long de cette période, le taux d'intérêt appliqué à ces TLTRO sera inférieur de 50 points de base au taux moyen des opérations principales de refinancement (0% actuellement) de l'Eurosystème. Pour les contreparties qui maintiendront leur niveau de fourniture de crédits, le taux appliqué à ces opérations sera plus bas, pouvant être jusqu'à 50 points de base inférieur au taux moyen de la facilité de dépôts (-0.5% actuellement) sur la période se terminant en juin 2021.</p> <p>Le Conseil des gouverneurs a décidé de porter le montant total maximum que les contreparties pourront désormais emprunter lors des TLTRO III à 50 % de leurs encours de prêts éligibles au 28 février 2019 (i.e. fourniture de liquidités aux banques de la zone euro)</p>
Nouvelle série d'opérations de refinancement à plus long terme non ciblées d'urgence face à la pandémie (PELTRO)	<p>Opérations à maturité décroissante (de 16 à 8 mois) conduites en vue de soutenir les conditions de la liquidité dans le système financier de la zone euro et de contribuer à préserver le bon fonctionnement des marchés monétaires en fournissant un filet de sécurité effectif.</p> <p>Les opérations PELTRO consistent en 7 opérations supplémentaires, menées à partir de mai 2020 (échéance progressivement entre juillet et septembre 2021), ce qui correspond à la durée des mesures d'assouplissement des garanties.</p> <p>Opérations effectuées via des procédures d'appel d'offres à taux fixe, la totalité des soumissions étant servies, à un taux d'intérêt inférieur de 25 points de base au taux moyen des opérations principales de refinancement sur la durée de chaque opération PELTRO.</p>

2.4. Mémo: Système à deux paliers pour la rémunération des excédents de liquidité (« tiering »)

Le 12 septembre 2019, le Conseil des gouverneurs avait mis en place un système à deux paliers (« Staffelung ») pour la rémunération des excédents de liquidité.

Cette décision visait à soutenir la transmission bancaire de la politique monétaire, tout en préservant la contribution positive des taux d'intérêt négatifs à l'orientation accommodante de la politique monétaire et à la poursuite de la convergence durable de l'inflation vers l'objectif de la BCE.

Dans ce système, une partie de l'excédent de liquidité des établissements de crédit (c'est-à-dire l'excédent des avoirs de réserve par rapport aux réserves obligatoires, autour de 2.700 milliards d'euros au sein de zone euro fin juin 2020) n'est pas soumise à une rémunération négative correspondant au taux applicable à la facilité de dépôt.

La partie de l'excédent de liquidité non soumise au taux négatif est rémunérée au taux annuel de 0%. Le volume de l'excédent des avoirs de réserve par rapport aux réserves obligatoires qui n'est pas soumis au taux de la facilité de dépôt – la partie non soumise au taux négatif – est déterminé comme un multiple (actuellement: 6) des réserves obligatoires d'un établissement.

La partie de l'excédent de liquidité ne bénéficiant pas de l'exemption du taux négatif continuera à être rémunérée à 0% ou au taux de la facilité de dépôt, si ce dernier est plus faible.

A la fin de juin 2020, le volume de l'excédent de liquidité non soumise au taux négatif était d'environ 850 milliards d'euros. Alors que le "tiering" implique une diminution de la charge des banques commerciales résultant du taux négatif applicable à la facilité de dépôts, il réduit également le revenu des banques centrales.

2.5. Illustration d'un cas fictif et simplifié pour les opérations de refinancement à plus long terme ciblées

Illustration fictive et simplifiée pour une banque bénéficiant du taux TLTRO-III minimal (-1,0%), c.à.d. dont le montant net de prêts éligibles entre 2020m3 et 2021m3 atteint son seuil de performance (i.e. le moindre de 0 et du montant net de prêts éligibles entre 2018m4 et 2019m3)

Volume de prêts éligibles pour recours au TLTRO-III:
EUR 1 500 millions

Recours TLTRO-III maximal autorisé: EUR 750 millions
(50% des prêts éligibles)

Recours au TLTRO-III d'EUR 750 millions (au taux minimal, ligne bleue)

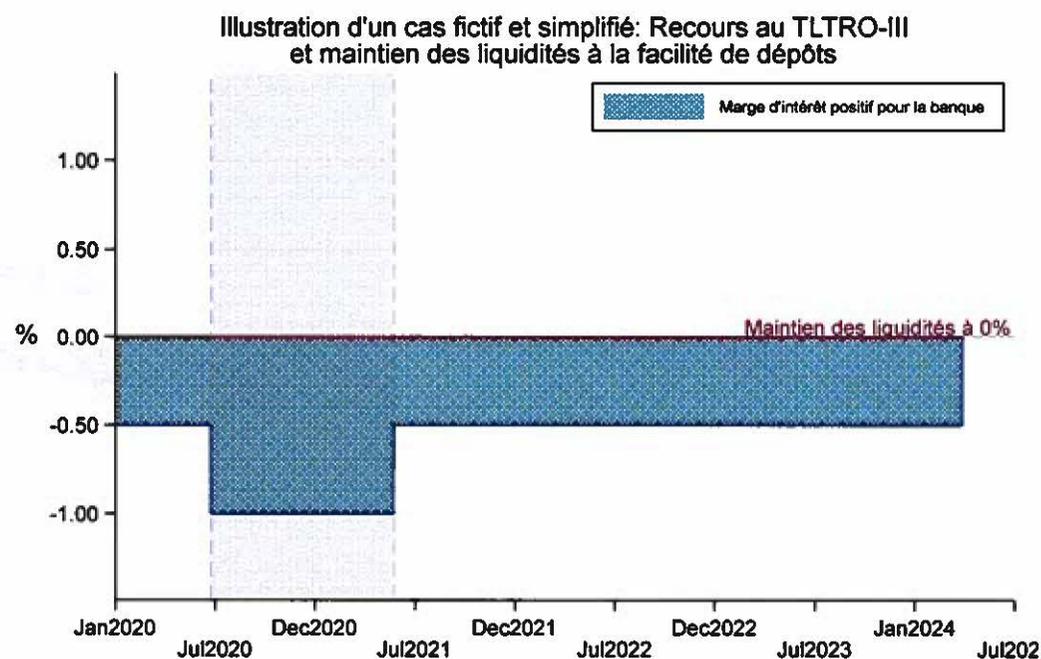
Maintien des liquidités au compte courant auprès de l'Eurosystème (ligne violette) des bénéficiaires du palier non soumis au taux négatif de la facilité de dépôt

Résultat d'arbitrage (à partir de 2020):

Entre juin 2020 et juin 2021: EUR 7,5 millions

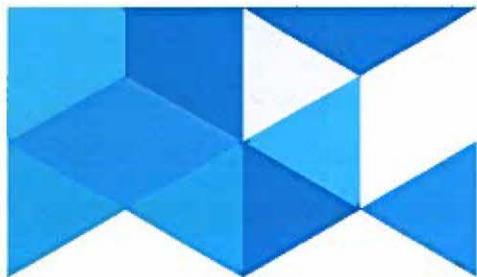
Entre juillet 2021 et mars 2024: EUR 3,75 millions par an

Total: Environ 18 millions d'euros



Source: BCE, calculs BCL.
Note: Illustration pour la période 2020 - 2024.

DRAFT



3. Mesures prudentielles prises au niveau du secteur bancaire



3. Secteur bancaire

Mesures prudentielles

La BCE a adopté les mesures prudentielles suivantes dans le contexte de la crise du COVID-19:

- **Allègement temporaire des exigences de fonds propres et des contraintes opérationnelles (12 mars 2020)**
 - Libre utilisation des coussins de capitaux et de liquidité (en disposant les fonds propres détenus pour satisfaire aux recommandations au titre du pilier 2 (P2G), du coussin de capitaux de conservation et possibilité d'opérer temporairement sous le seuil de 100% du LCR)
 - Possibilité de panacher la composition des exigences de pilier 2 (P2R) avec d'autres instruments que du CET1
 - Assouplissement des calendriers, report des inspections sur site, etc. banque par banque pour tenir compte du confinement
 - Allègement du processus de surveillance et d'évaluation prudentielle (SREP)
- **Flexibilité dans le traitement prudentiel des prêts assortis de mesures de soutien (20 mars 2020)**
 - Objectif d'éviter que ces prêts assortis de garanties publiques ou bénéficiant de moratoires soient classés comme « non performants » ou comme « créance douteuse »
 - Recommandation pour éviter les effets procycliques excessifs liées à l'augmentation de la volatilité des marchés et le provisionnement du risque selon la norme IFRS 9
- **Report du Stress Test UE 2020 à 2021 (en coordination avec l'EBA, 12 mars 2020)**
- **Recommandation sur la limitation des versements de dividendes (27 mars 2020)**

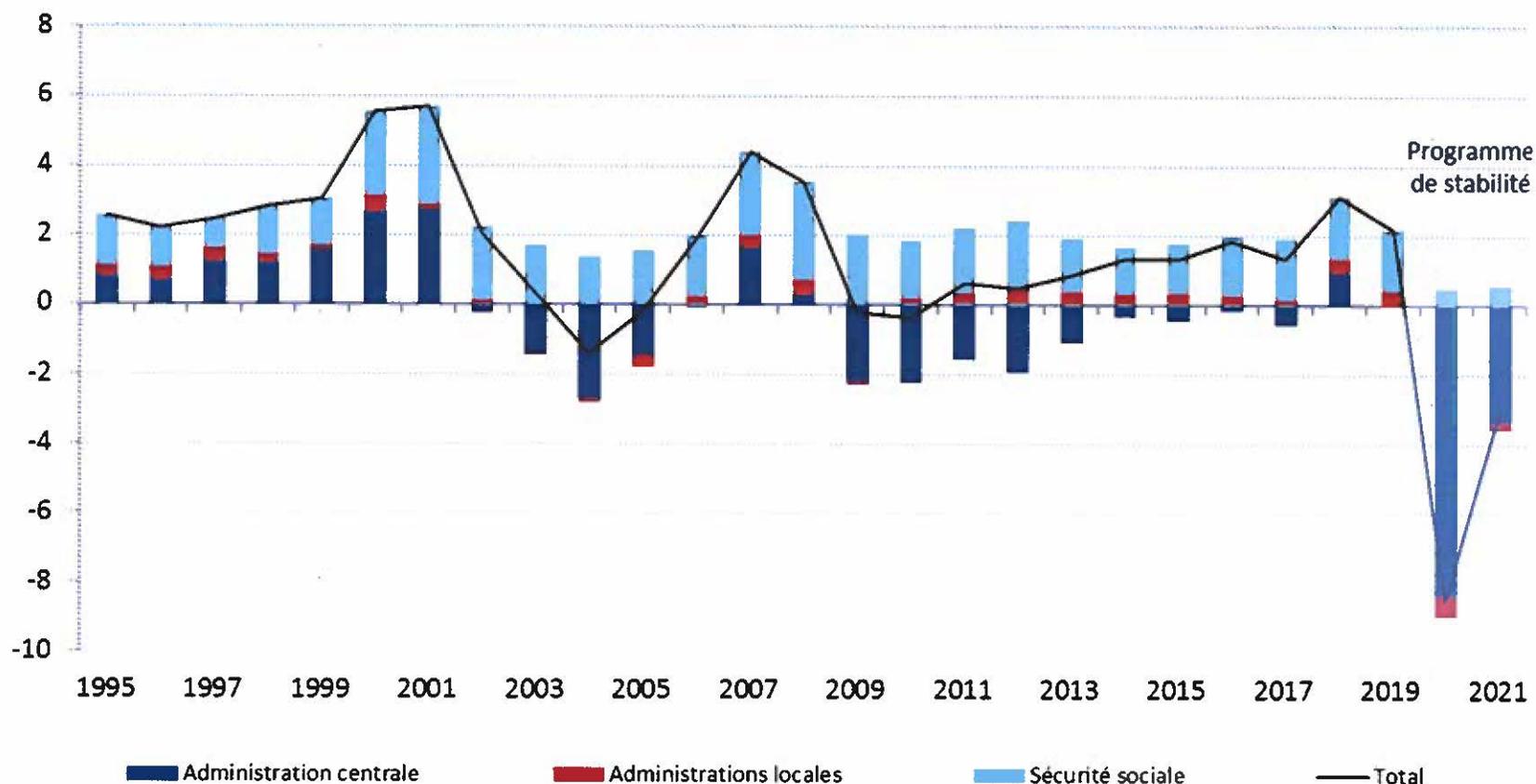
Au plan national, la CSSF a reflété les mêmes mesures pour les banques sous sa surveillance directe



4. Finances publiques



4.1. Evolution historique des soldes par sous-secteur et projections du gouvernement (selon le programme de stabilité d'avril 2020)



Sources : STATEC, Programme de stabilité avril 2020 et calculs BCL.

4.2. Mesures du gouvernement

DRAFT

Dépenses supplémentaires / moins-values de recettes (estimations)				Garanties / prêts adoptés / annoncés en réponse à l'épidémie COVID-19 (montants maximaux)		
Liste des mesures	Code SEC	Montant en millions EUR	% du PIB	Liste des mesures	Montant en millions EUR	% du PIB
Aides en faveur des ménages (régime au chômage partiel « coronavirus » et congé pour raisons familiales extraordinaire)	D62 (prestations sociales en espèces)	1333	2,3	Régime de garanties étatiques pour de nouveau crédits bancaires	2500	(4,2)
Dépenses affectant la consommation intermédiaire	P2 (consommation intermédiaire)	47	<0,1	SNCI - Financement spécial anti-crise	400	(0,7)
Aides en faveur des (micro) entreprises, indépendants et start ups*	D9 (transferts en capital)	684	1,2	SNCI - Garanties PME	200	(0,3)
Dépenses en matière de gestion de crise sanitaire	P5 (formation de capital)	194	0,3	Office du Ducroire	500	(0,8)
Total		2257	3,8	Total	3600	(6,1)
*Dont avances remboursables (subventions en capital) aux entreprises	D9 (transferts en capital)	400	0,7	Principales mesures du plan "Neistart Lëtzebuerg" (estimations)		
Reports de paiement (estimations)				Liste des mesures	Montant en millions EUR	% du PIB
Liste des mesures	Code SEC	Montant en millions EUR	% du PIB	Passage progressif du régime chômage partiel "COVID-19" vers un régime de chômage structurel		
Impôts directs	D5 (impôts courants sur le revenu, etc.)	1250*	(2,1)	Fonds de relance et de solidarité pour entreprises	700-800	± 1,3
Impôts indirects	D2 (impôts sur la production et les importations)	300**	(0,5)	Autres (soutien des ménages les plus vulnérables, soutien du tourisme, aide aux investissements dans l'ère du Covid, ...)		
Cotisations sociales	D61 (cotisations sociales)	3000**	(5,1)			
Total		4550	(7,7)			

4.3. Projections (selon le programme de stabilité d'avril 2020)

Programme de stabilité 2019-2021 (avril 2020)	2018	2019	2020	2021	2022
Solde des administrations publiques	3,1	2,2	- 8,5	- 3,0	
Solde de l'administration centrale	0,9	0,0	- 8,3	- 3,3	
Solde des administrations locales	0,4	0,4	- 0,6	- 0,2	
Solde de la Sécurité sociale	1,8	1,8	0,5	0,5	
Dette consolidée des administrations publiques	21,0	22,1	28,7	29,6	

Source : Programme de stabilité d'avril 2020 basé sur le scénario STATEC avec confinement limité

4.4. Dette publique

Dette des administrations publiques au 31.12.2019		
	en mio EUR	en % du PIB
Dette consolidée des administrations publiques	14013	22,1
p.m.PIB nominal au 31.12.2019	63516	
Dette non consolidée de l'administration centrale	13099	20,6
dont dette de l'Etat central	10618	16,7
Dette non consolidée des administrations locales	952	1,5
Dette non consolidée de la sécurité sociale	95	0,0

Sources : STATEC et calculs BCL.

- La dette des administrations publiques luxembourgeoises est émise principalement par l'administration centrale.
- La dette des unités extra-budgétaires (CFL,..) et les opérations de reroutage (partenariats public-privé, Fonds européen de stabilité financière (FESF)) expliquent l'écart entre la dette de l'administration centrale et celle de l'Etat central.

4.4. Dette publique

Titres de dette émis par l'Etat au 30.06.2020	mio EUR	En %
Bons du Trésor (promissory notes)	93,4	
Dette publique	11468	100
- Certificats de Trésorerie	350	3,1
- Emprunts obligataires institutionnels	10250	89,4
- Emprunts/prêts bancaires à moyen et long terme	868	7,6

Emprunt	Type	Date d'émission	Echéance finale	Encours (en mio EUR)
BCEE 1,400%	Prêt bancaire		30.06.2020	1
Certificats de Trésorerie: -0,19%	Certificats de Trésorerie	18.06.2020	18.12.2020	50
Certificats de Trésorerie: -0,28%	Certificats de Trésorerie	30.06.2020	30.12.2020	300
BEI 0,00%	Emprunt		28.05.2021	150
GRAND-DUCHE 2,25%	Emprunt obligataire institutionnel	21.03.2012	21.03.2022	1000
BEI 0,00%	Emprunt		18.07.2022	150
BCEE 1,750%	Prêt bancaire		30.06.2023	5
GRAND-DUCHE 2,125%	Emprunt obligataire institutionnel	10.07.2013	10.07.2023	2000
BCEE 1,890%	Prêt bancaire		31.12.2023	47
BCEE 0,000%	Prêt bancaire		02.10.2024	500
BCEE 1,900%	Prêt bancaire		30.12.2024	15
GRAND-DUCHE 0,00%	Emprunt obligataire institutionnel	28.04.2020	28.04.2025	1500
GRAND-DUCHE 0,00%	Emprunt obligataire institutionnel	13.11.2019	13.11.2026	1700
GRAND-DUCHE 0,625%	Emprunt obligataire institutionnel	01.02.2017	01.02.2027	2000
GRAND-DUCHE 2,25%	Emprunt obligataire institutionnel	19.03.2013	19.03.2028	750
GRAND-DUCHE 0,00%	Emprunt obligataire institutionnel	28.04.2020	28.04.2030	1000
GRAND-DUCHE 2,75%	Emprunt obligataire institutionnel	20.08.2013	20.08.2043	300
Total de la dette publique de l'Etat central				11468

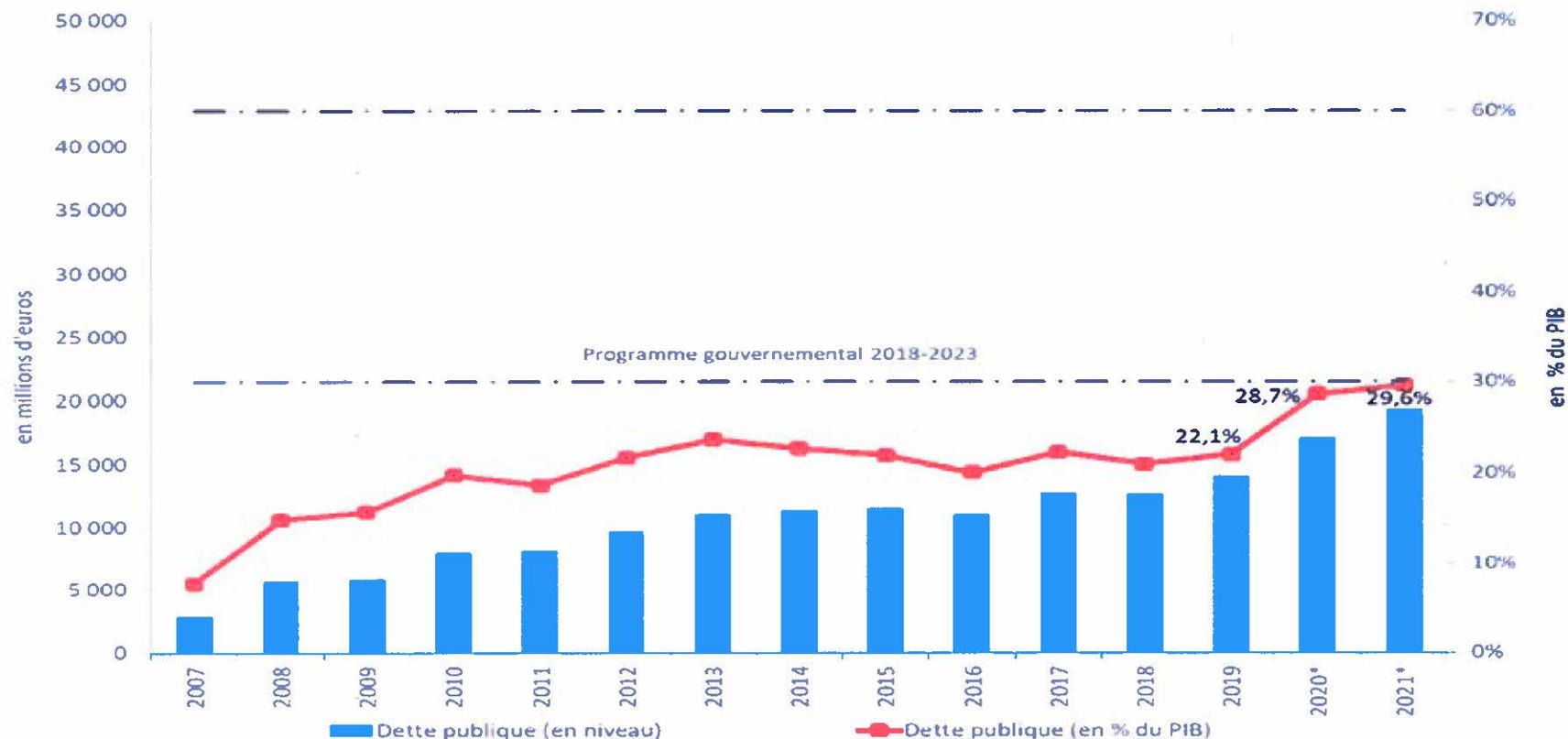
Sources : Trésorerie de l'Etat et calculs BCL.

Remarque: Tableau construit en fonction des différentes maturités

bcc

BANQUE CENTRALE DU LUXEMBOURG
FIN-SYSTEME

4.5. Dette publique (2007-2021) (selon le programme de stabilité d'avril 2020)



Source : Programme de stabilité avril 2020.

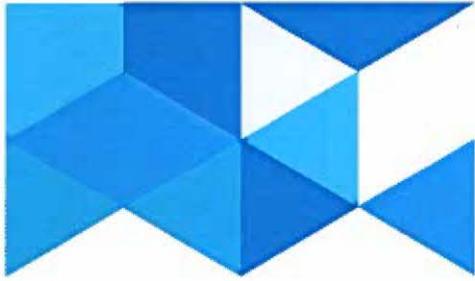
4.6. Dette publique

Analyse de sensibilité du ratio de dette en 2021 (% du PIB)

Sensibilité de la dette nominale	Sensibilité du PIB nominal		
	-2%	0%	+2%
-20%	24,2%	23,7%	23,2%
-10%	27,2%	26,7%	26,1%
0%	30,2%	29,6%	29,0%
+10%	33,3%	32,6%	31,9%
+20%	36,3%	35,5%	34,9%

Sources : Programme de stabilité avril 2020, calculs BCL

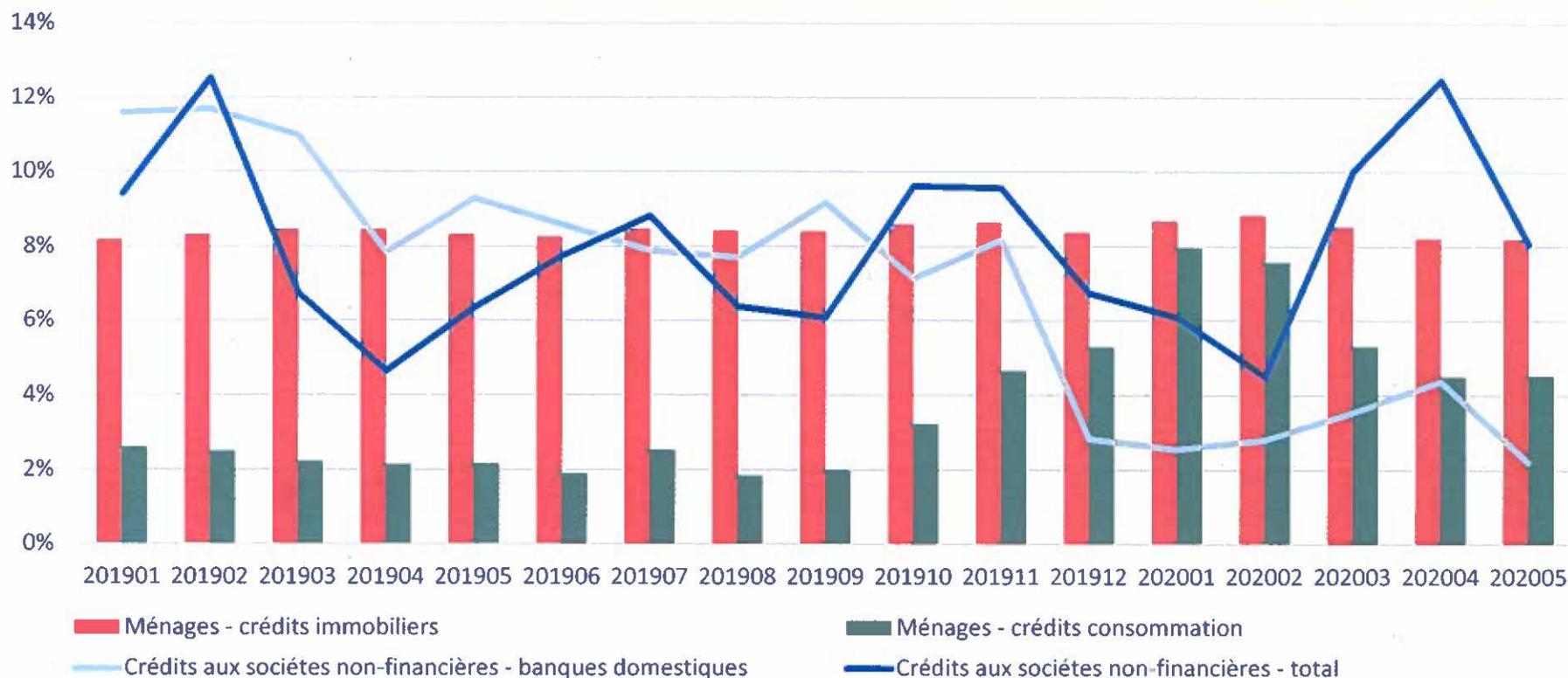
- Projections du programme de stabilité d'avril 2020 pour l'année 2021:
 - Ratio de dette : 29,6 % du PIB
 - PIB nominal : 64 893 mio EUR
 - Dette publique brute : 19 224 mio EUR



5. Stabilité financière

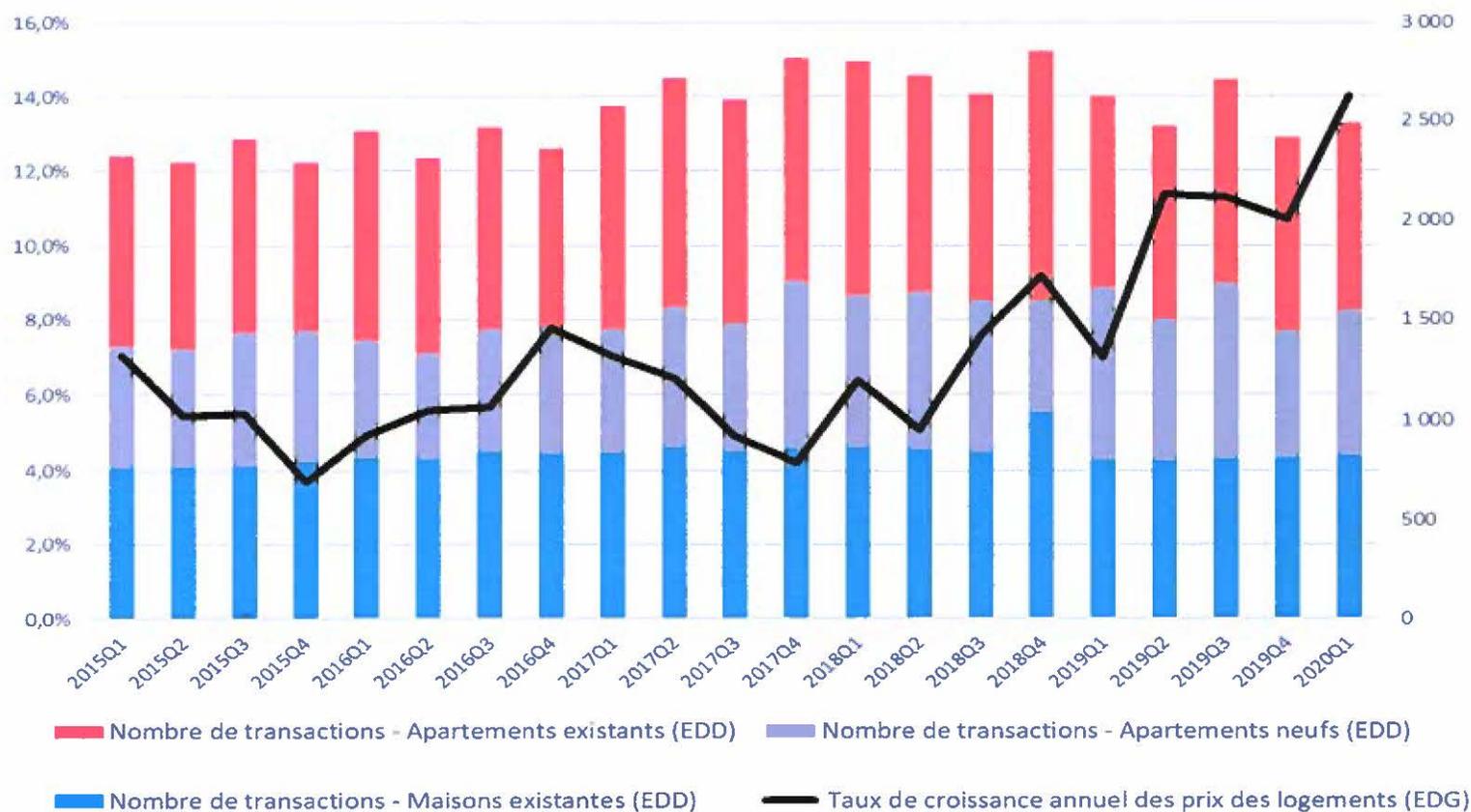


5.1. Situation des banques – Évolution des crédits aux entreprises et aux ménages résidents



Source : BCL. Remarque: Les banques domestiques comprennent la BCEE, la BGL BNP Paribas, la BIL, la Banque de Luxembourg, la Raiffeisen et la ING.

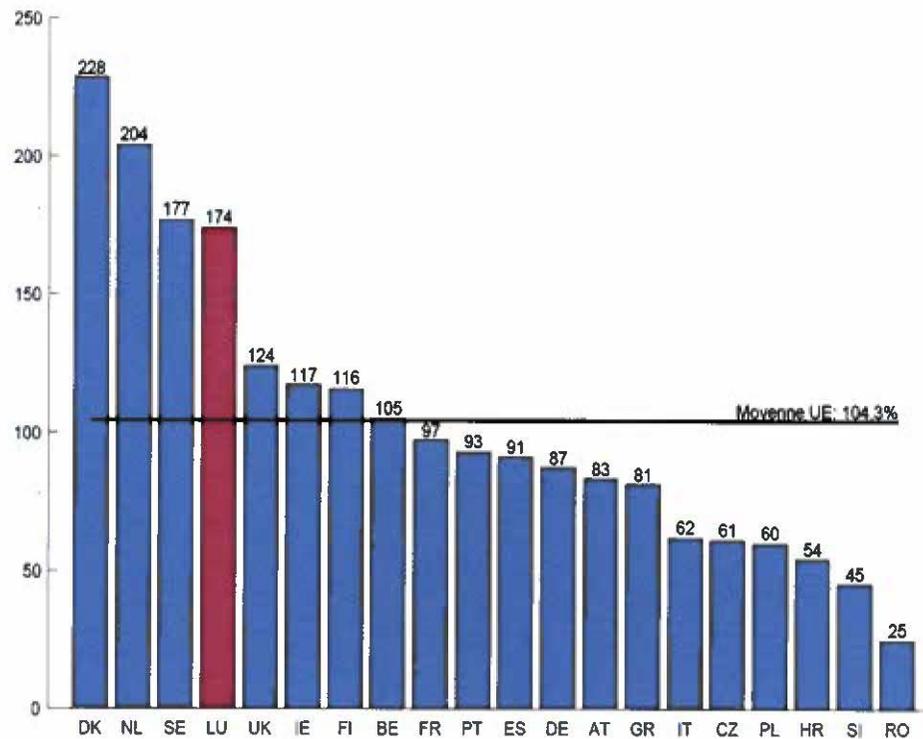
5.2. Prix des logements et transactions immobilières (taux de variation annuel en %)

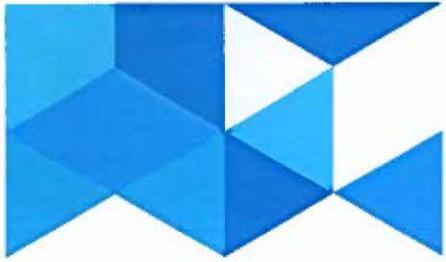


Sources : STATEC – indice hédonique; Administration de l'enregistrement et des domaines. Remarques: Les transactions immobilières ont été ajustées pour des effets saisonniers.

5.3. Les ménages sont fragilisés par un niveau d'endettement élevé

Ratio de la dette des ménages
– sur – revenu disponible en Europe (2019T4 ; LU : 174%)





Merci pour votre attention !



53



Commission des Finances et du Budget

Procès-verbal de la réunion du 26 juin 2020

La réunion a eu lieu par visioconférence.

Ordre du jour :

1. Approbation du projet de procès-verbal de la réunion jointe du 28 mai 2020
2. 7216B Projet de loi portant transposition de l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission, tel que modifié par la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE
 - Rapporteur : Monsieur André Bauler
 - Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
 - Présentation et adoption d'un projet de rapport
3. 7567 Projet de loi relative aux garanties professionnelles de paiement
 - Rapporteur : Monsieur Guy Arendt
 - Examen de l'avis du Conseil d'État
 - Présentation et adoption d'un projet de rapport
4. 7610 Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la dix-neuvième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement
 - Désignation d'un rapporteur
 - Présentation du projet de loi
 - Examen de l'avis du Conseil d'Etat

*

Présents : M. Guy Arendt, M. André Bauler, Mme Djuna Bernard, remplaçant M. François Benoy, M. Gilles Baum, M. Dan Biancalana, M. Sven Clement, M. Georges Engel, M. Claude Haagen, Mme Martine Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Laurent Mosar, M. Roy Reding, M. Gilles Roth, M. Claude Wiseler, M. Michel Wolter

M. Vincent Thurmes, directeur des « Services financiers, stabilité financière et cadre réglementaire de la Place financière » (Ministère des Finances)
Mme Béatrice Gilson (pour le point 3), Mme Maureen Wiwinius, (pour le point 3), M. Carlo Zwank (pour le point 2), du Ministère des Finances
M. Arsène Jacoby, directeur des « Affaires multilatérales, développement et compliance » (Ministère des Finances) (pour le point 4)
Mme Caroline Guezennec, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. François Benoy, M. Gast Gibéryen

*

Présidence : M. André Bauler, Président de la Commission

*

1. Approbation du projet de procès-verbal de la réunion jointe du 28 mai 2020

Le projet de procès-verbal est approuvé.

2. 7216B Projet de loi portant transposition de l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission, tel que modifié par la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE

Le rapporteur présente le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat.

Le projet de rapport est adopté à l'unanimité.

La Commission choisit le modèle de base pour les discussions en séance plénière.

3. 7567 Projet de loi relative aux garanties professionnelles de paiement

Le rapporteur présente brièvement l'avis du Conseil d'Etat, ainsi que les suites données aux différentes remarques de ce dernier.

M. Gilles Roth revient à l'opposition formelle du Conseil d'Etat portant sur le paragraphe 2 (initial) de l'article 3 disposant que « la présente loi ne s'applique pas lorsque le garant est une personne physique ». Selon le Conseil d'Etat, il est difficilement justifiable que le garant ne puisse pas être une personne physique. En raison de l'urgence du vote du projet de loi, il a été décidé de supprimer le paragraphe 2 en question afin de donner suite à cette opposition formelle. M. Roth souhaite savoir si le gouvernement compte amender la future loi à l'avenir.

Un représentant du ministère des Finances signale que le projet de loi initial prévoyait l'exclusion des personnes physiques comme garants afin de limiter le champ d'application de cette loi à des garants a priori avertis. Ceci en raison du fait que la garantie professionnelle sera probablement surtout utilisée dans un cadre professionnel. Une analyse sera menée sur

cette question, à la lumière notamment de l'application pratique du nouveau régime de sûreté personnelle.

Le projet de rapport est adopté à l'unanimité.

La Commission choisit le modèle de base pour les discussions en séance plénière.

4. 7610 Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la dix-neuvième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement

M. André Bauler est nommé rapporteur du projet de loi sous rubrique.

Un représentant du ministère des Finances présente l'objet du projet de loi tel qu'il est décrit dans l'exposé des motifs et le commentaire de l'article unique du document parlementaire n°7610.

Il apporte les informations supplémentaires suivantes :

Le montant de la contribution de chaque donateur de l'Association internationale de développement (AID) est fonction de sa puissance économique et financière. Le projet de loi sous rubrique prévoit une contribution du Luxembourg de 61,07 millions d'euros sur 9 ans. Depuis peu, la Chine et la Turquie (pays à revenus intermédiaires) participent à l'alimentation du fonds de l'AID.

Les investissements de l'AID se sont élevés à environ 22 milliards de dollars par an au cours des 3 dernières années et ont atteint environ 76 pays (dont 26 en Afrique) et plus de 2 milliards de personnes. Un grand nombre de priorités de l'AID correspondent à celles de la coopération luxembourgeoise. L'intervention de l'AID rend l'aide au développement du Luxembourg plus efficace et plus efficiente. La contribution luxembourgeoise à l'AID représente la participation la plus importante à l'aide au développement en provenance du ministère des Finances.

En réponse à une question de M. André Bauler, le représentant du ministère des Finances explique que la coordination entre le ministère des Finances (contribuant à 10 % de l'aide luxembourgeoise) et le ministère des Affaires étrangères (contribuant à 90 % de l'aide luxembourgeoise) en matière de coopération luxembourgeoise est étroite et fonctionne bien. Les deux ministères doivent évidemment se concerter afin d'assurer que l'engagement du Luxembourg de consacrer 1% du RNB du pays à l'aide au développement soit respecté.

Il est peu probable qu'un pays donateur renonce au versement de sa contribution en raison des suites de la pandémie de COVID-19. Tout au moins, il serait possible qu'en cas de difficulté financière d'un pays, sa contribution soit davantage étalée dans le temps.

Un prêt concessionnel (ou prêt à conditions préférentielles) est un prêt dont le taux d'intérêt est inférieur aux taux du marché.

L'article unique du projet de loi sous examen qui a pour objet l'approbation du Protocole précité n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État.

La Secrétaire-administrateur,
Caroline Guezennec

Le Président de la Commission des Finances et du
Budget,
André Bauler

7610



Loi du 10 juillet 2020 approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la dix-neuvième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des Députés ;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 7 juillet 2020 et celle du Conseil d'État du 10 juillet 2020 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique.

Le Gouvernement est autorisé à participer à concurrence de 61 070 000 euros à la dix-neuvième reconstitution des ressources financières de l'Association internationale de développement, conformément à la résolution n° 244 adoptée le 31 mars 2020 par le Conseil des gouverneurs de l'Association internationale de développement.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Le Ministre des Finances,
Pierre Gramegna

Cabasson, le 10 juillet 2020.
Henri

Doc. parl. 7610 ; sess. ord. 2019-2020.

